



2022

Rapport Annuel

L'année des retrouvailles

RAPPORT ANNUEL MICI 2022

Ce rapport annuel a été élaboré sous la supervision d'Andrea Repetto Vargas, directrice du MICI.

Rédaction et coordination : Esteve Sala.

Entrées de contenu : Gastón Aín, Katty Araya, María Camila Barriga, Amanda Beaujon, María Elisa Dugo, Marcos Favero, Sebastian Gonzalez, Andrea Guevara, Martín Packmann, Andrea Repetto et Esteban Tovar.

Coordination de la production : Rebeca García et Camila Luz.

Révision des traductions : Camila Luz, Sara Ureña et Julio Vázquez Aguilar.

Design graphique : Giacomo Cicirello.

Photos : équipe MICI.

Catalogage avant publication de la Bibliothèque Felipe Herrera de la Banque Interaméricaine de Développement

Mécanisme Indépendant de Consultation et d'Investigation : Rapport annuel 2022 / Banque Interaméricaine de Développement.

p. cm.

1. Development banks-Latin America-Yearbooks. 2. Social responsibility in banking-Latin America. 3. Economic development projects-Social aspects-Latin America. 4. Economic development projects-Environmental aspects-Latin America. I. Banque Interaméricaine de Développement. Mécanisme Indépendant de Consultation et d'Investigation.

IDB-AN-342

JEL: O1, O10, O19, Q01

Mots-clés : Reddition de comptes, Gestion des requêtes, Phase de consultation, Phase de vérification de la conformité, Accès à l'information

Copyright © 2023 Banque Interaméricaine de Développement (BID).

L'oeuvre ci-présente est sous une Licence Creative Commons IGO 3.0 Paternité - Pas d'utilisation commerciale - Pas de travaux dérivés (CC-IGO BY-NC-ND 3.0 IGO) (<http://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/3.0/igo/legalcode>) et peut être reproduite à la condition de l'attribuer à la BID et pour tous les types d'utilisation non commerciales. Les oeuvres de types dérivées sont interdites.

Toutes les différences concernant l'usage des produits de la BID qui ne peuvent être résolues amicalement, doivent être soumises à la procédure d'arbitrage conformément aux règles UNCITRAL. Le nom de la BID peut être utilisé seulement pour l'attribution de l'oeuvre à la BID. Dans tous autres cas, l'utilisation du nom de la BID et l'utilisation du logo de la BID est interdit et il sera nécessaire d'avoir un autre accord de licence convenu entre la BID et l'utilisateur.

N.B Le lien ci-dessus contient des informations supplémentaires sur les termes et conditions de la licence.





2022

Rapport Annuel

Mécanisme Indépendant de Consultation et d'Investigation

Groupe de la BID

TABLE DES MATIÈRES

Message du Conseil d'Administration.....	2
Message de la directrice.....	3
Les faits marquants de 2022.....	4
Dans la Phase de Consultation	6
Dans la Phase de Vérification de la Conformité.....	7
En promotion de l'accessibilité	8
MICI Réflexions.....	12
Le portefeuille des requêtes en 2022.....	14
Les requêtes en chiffres	16
Traitement des requêtes présentant un risque de représailles.....	21
La gestion en 2022, au cas par cas.....	22
Phase de Consultation.....	23
Phase de Vérification de la Conformité.....	35
Requêtes en analyse d'éligibilité.....	43
Requêtes non enregistrées.....	46
Annexes.....	55
Annexe 1. Budget 2022.....	56
Annexe 2. Diffusion en 2022	57

La capacité des organisations multilatérales à influencer le développement nécessite des mécanismes de responsabilité appropriés et une interaction attentive et engagée avec la société civile. De plus en plus, l'impact sur le développement, la responsabilité sociale et environnementale, la transparence et l'obligation de rendre des comptes sont intimement liés, et dans ce contexte, le travail du MICI en tant qu'interlocuteur des communautés et des acteurs impliqués ou affectés par les projets auxquels le Groupe de la BID contribue est un signe de notre engagement en faveur du bien-être des individus et des populations, ainsi qu'un élément fondamental de l'apprentissage et du renforcement institutionnel.

Le travail du MICI a été essentiel pour garantir que l'expérience et le retour d'information fournis par la population civile soient intégrés dans nos politiques. En particulier, le travail de vérification du MICI a contribué à l'évaluation et à la révision des sauvegardes environnementales et sociales qui, en 2021, ont abouti à un nouveau cadre politique environnemental et social qui compte parmi les plus complets et les plus modernes des organisations multilatérales. De même, lorsque des communautés allèguent des impacts négatifs potentiels, la contribution du MICI à la facilitation du dialogue à des étapes clés du cycle du projet renforce la capacité du Groupe de la BID à répondre directement et en temps voulu aux commentaires fournis par les bénéficiaires et les parties prenantes sur le travail du Groupe de la BID et sa contribution à l'agenda du développement en Amérique latine et dans les Caraïbes.

Le rôle du MICI dans l'accès à la voix des communautés et de la société civile est un élément indispensable pour que le Groupe de la BID continue à transformer les vies avec une responsabilité environnementale et sociale. Nous célébrons donc une nouvelle année de fonctionnement et soutenons pleinement son rôle, sa mission et son activité, en faveur du développement et du renforcement institutionnel.

Alejandro Gaytán González

Directeur exécutif

Président du Comité de politique et d'évaluation de la BID

Un MICI plus ouvert et plus influent

Lorsque j'ai pris la direction du MICI en mars 2021, j'ai présenté au Conseil d'administration ma vision et mon pari pour un Mécanisme encore plus ouvert et influent afin de renforcer la reddition des comptes au sein du Groupe de la BID. Je pense que 2022 a représenté une étape importante pour notre objectif de construire un MICI plus robuste qui pourra mieux servir les intérêts des pays d'Amérique latine et des Caraïbes. Voici les quatre raisons principales.

2022 a été une année de retrouvailles. Depuis le début de la pandémie, toute l'équipe a travaillé sans relâche pour que les réclamations reçoivent toute l'attention qu'elles méritent en temps normal dans les circonstances de la nouvelle réalité imposée par le télétravail et les visioconférences. Dans la majorité des cas la gestion à distance a permis d'avancer sans préjudice notable et au long du parcours nous avons appris à utiliser au mieux les possibilités offertes par la technologie. Mais nous avons également identifié des limitations qui ont imposé un prix élevé à certaines des requêtes que nous avons traitées. 2022 nous laisse en héritage des retrouvailles chargées d'émotion, des histoires particulièrement humaines et personnelles que la distance avait éclipsees et qui représentent une valeur incalculable pour la résolution des conflits et les processus de vérification de la conformité.

Outre ce rapprochement physique, tout au long de l'année nous avons également renforcé les relations avec différents acteurs clés, tant au sein du Groupe de la BID qu'avec les organisations de la société civile, les communautés locales et les associations professionnelles et universitaires. De tout un chacun, nous avons pu entendre différents points de vue et nous enrichir de cette sagesse. Écouter attentivement et travailler de près avec tous sont des éléments cruciaux pour permettre au MICI de travailler avec tous et pouvoir améliorer sous une forme commune et collaborative les aspects environnementaux et sociaux des projets de développement.

Un autre aspect fondamental de notre tâche de reddition des comptes est le fait de disséminer des connaissances et des apprentissages que le Groupe de la BID pourra utiliser pour améliorer sa performance dans la conception et la mise en œuvre de ses projets. 2022 n'a pas

été uniquement l'année où nous avons publié le plus de produits dans le cadre de notre programme de connaissances, les réflexions du MICI, mais aussi un tournant dans les espaces créés et les thèmes abordés. Tout au long de l'année, nous avons organisé des séries de discussions et des sessions de travail avec des experts dans des domaines comme les représailles, la réhabilitation, la résolution des conflits, les thématiques environnementales et sociales ainsi que la vérification de la conformité. Je tiens à souligner tout particulièrement la prévention et l'attention au risque de représailles : une réalité qui malheureusement continue d'être trop prévalente dans notre région. Malgré les limitations de notre champ d'action, nous nous sommes efforcés pour faire face toujours plus efficacement à cette situation et pouvoir créer des capacités et des outils permettant de prévenir ces risques et leur accorder notre attention sans délai.

Tous ces progrès ont également été le fruit du soutien offert à tout moment par le Conseil d'administration et plus concrètement le plan que les directeurs ont approuvé en 2020 en vue de consolider l'équipe du Mécanisme, sous une forme progressive, avec des postes fixes. Ce processus a été finalisé en 2022 avec une configuration de quatre postes permanents pour chacune des Phases, ce qui a permis de garantir une plus grande stabilité dans la gestion des dossiers. Cette structure renforcée a déjà commencé à améliorer nos processus et nos temps de traitement.

Il nous reste encore beaucoup de chemin à faire, mais je crois que le Groupe de la BID peut compter à présent avec un instrument plus robuste pour pouvoir travailler avec tous les acteurs impliqués dans la durabilité sociale et environnementale de leurs projets et pouvoir de ce fait encore mieux contribuer à la mission du Groupe de la BID qui est d'améliorer la vie quotidienne en Amérique latine et dans les Caraïbes. Nous continuerons sans réserve, ici au MICI, de travailler en vue de cet objectif qui est d'accélérer encore plus le développement de notre région.

Andrea Repetto

Directrice du MICI



Les faits marquants de 2022

33

Le MICI a géré un total de 33 requêtes en 2022. Cinq se rapportaient à la BID Invest, une à BID Lab et 27 à des projets de la BID.

En 2022, le Mécanisme a reçu **21 nouvelles requêtes**, soit

41 %

de plus que la moyenne depuis 2015, lorsque la politique actuelle du MICI est entrée en vigueur.

Ces 21 nouvelles requêtes représentent un record depuis 2015, avec une augmentation de 9,5 % par rapport à 2021.

66 %

Deux des trois nouvelles requêtes ont été clôturées au cours des étapes d'enregistrement ou d'admissibilité.

7

La Phase de Vérification de la Conformité

a géré sept dossiers, dont quatre dossiers nouveaux transférés de la Phase de consultation.

La Phase a finalisé le suivi du plan d'action avec des mesures correctives pour l'une des requêtes.

15 La Phase de Consultation

a traité 15 dossiers : six nouveaux et neuf reçus au cours des années précédentes.

Un nouvel accord a été conclu au cours de l'année et un suivi s'est effectué en vue de la mise en place des accords conclus pour un total de sept dossiers. Une requête a été clôturée avec une mise en place intégrale de l'accord.

2 899



Presque 3 000 personnes ont participé aux **36 événements en personne du Mécanisme en 2022**, tant du Groupe de la BID que des audiences externes.

42 %

Les communautés requérantes ont exprimé **leur crainte de possibles représailles** dans 42 % des dossiers gérés par le MICI en 2022. Ceci représente 13 points de moins qu'en 2021.



Intérieur du projet hydroélectrique Ituango.

Un mécanisme après la pandémie

2022 a été une année de réactivation des missions de terrain du MICI qui avaient été suspendues pendant deux ans de pandémie. Le retour au présentiel a permis au MICI de travailler plus étroitement avec tous les acteurs, alors que le travail virtuel de ces deux dernières années a apporté des enseignements importants pour une nouvelle normalité hybride.

Représailles : comment garantir un accès sécurisé au Mécanisme

En continuant les efforts des années précédentes, le MICI a redoublé ses actions afin de promouvoir un contexte libre de menaces et de représailles pour les communautés requérantes. Pour la première fois, le Mécanisme a effectué des communications publiques et des démarches dans la Banque même pour alerter sur une situation particulièrement grave. En outre, de nouveaux espaces ont été créés pour échanger des expériences et sensibiliser au sein du groupe.

Nouveaux formats pour le partage d'expériences

Le Mécanisme a créé de nouveaux espaces pour le partage d'expériences, apprentissages et réflexions avec divers acteurs clés. Par exemple, la Phase de consultation a participé à des groupes de pratique avec des experts dans la résolution des conflits venant d'autres mécanismes pairs. Au sein du Groupe de la BID, le MICI a été invité à plusieurs réunions avec des équipes de projets et des experts dans la sauvegarde et a aussi organisé des sessions de discussions et analyses sur des thèmes cruciaux pour notre travail.

Plus de produits de connaissances

Cette année, le MICI a publié cinq nouveaux produits de connaissances. Pour la première fois, une de ces publications a effectué une analyse panoramique des plusieurs investigations du MICI. En outre, sous une forme innovante, deux ans après le début de la pandémie, une note analyse les transformations que la médiation en ligne peut apporter au thème de la résolution des conflits. Enfin, trois résumés présentent brièvement les principales découvertes de trois dossiers dans le cadre de la vérification de la conformité.

Consolidation de l'équipe

En 2022, le MICI a finalisé son processus de consolidation des postes permanents que le Conseil d'administration avait approuvés en 2020 et 2021. Ces postes supplémentaires et la transformation de consultations temporaires en postes fixes contribueront à une plus grande stabilité et continuité dans la gestion des dossiers.

Dans la Phase de Consultation

Résolution des conflits dans un format hybride

En avril la Phase de consultation a effectué la première mission de terrain du MICI après 25 mois de restrictions en raison du COVID. La reprise des rencontres en présentiel signifie aussi retrouver un rapprochement et des nuances à l'infini, des

éléments clés pour la résolution des conflits que les écrans et les relations à distance ne permettent pas. Au cours de ces deux dernières années, des doses élevées de dévouement et ingéniosité ont permis, par exemple, de clôturer avec succès deux requêtes avec suivi entièrement à distance en 2021 et 2022. Les limitations du travail à distance sont néanmoins évidentes. Malgré tous nos efforts, un accord définitif n'a pas pu être obtenu pour une requête en Colombie ([MICI-CII-CO-2019-0152](#)) qui

avait accumulé deux ans de dialogues à distance avec quelques accords partiels qui avaient commencé à se mettre en place. Et aussi, un autre dossier du Pérou ([MICI-PE-2015-0094](#)), a été transmis à la Phase de vérification de la conformité après avoir constaté qu'il ne sera pas possible de mettre en place l'accord obtenu en 2017.

Le temps, un facteur clé

Un des dossiers clôturés cette année par la mise en œuvre intégrale de l'accord entre les parties, en Équateur ([MICI-BID-EC-2018-0131](#)), souligne l'importance d'une gestion adéquate du temps imparti pour la résolution des conflits : une



Para Le Projet Route à Péage 4G - Ruta del Cacao se alcanzaron acuerdos parciales entre las partes



Séance de dialogue en Argentine

question encore plus important après le récent développement et la mise en œuvre des mécanismes de plainte de la BID et de la BID Invest. Dans ce cas-là, la participation du MICI dès le début a permis de trouver une solution consensuelle avec beaucoup plus d'options sur la table du fait que la construction du projet venait de commencer. Au cours de l'étape de suivi, la gestion du temps a également été un facteur clé pour surmonter plusieurs retards et complications liés à COVID-19. Plus d'information dans ce [document du résumé](#).

Solutions à moitié

Pour la première fois, un dossier traité par la Phase de consultation a abouti à plus d'un accord entre les parties. Il s'agit de la requête se rapportant à la construction du métro de Bogotá, en Colombie ([MICI-BID-CO-2022-0184](#)), où il a fallu obtenir des engagements multiples pour aborder la situation particulière de chaque requérant sous une forme individualisée. À la fin de l'année, la plupart des accords avaient été mis en place.



Réunion avec les requérants à Bogotá, Colombie

Dans la Phase de Vérification de la Conformité

Une investigation très attendue

En juin, des experts de l'investigation du projet hydroélectrique Ituango en Colombie ont accompli une visite sur le terrain, prévue à l'origine en avril 2020, mais remise à plus tard en raison de la situation de pandémie. En plus de la grande valeur pour les communautés requérantes, cette mission qui présentait divers défis logistiques en raison de la complexité de l'investigation et du contexte d'insécurité de la zone, a permis de conclure le travail à distance et les analyses de bureau qui s'étaient effectuées au cours des deux dernières années.

Améliorer les processus pour mieux répondre

Depuis cette année, la Phase revoit ses méthodologies de travail afin d'optimiser les procédures internes et diminuer les temps du processus, dans le but ultime de rendre plus efficace leur contribution aux communautés requérantes et au Groupe de la BID. Comme preuve de ces efforts, pour la première fois depuis 2017, la Phase a finalisé trois recommandations d'investigation au cours des 21 jours ouvrables fixés par la politique, sans avoir à demander des prolongations de délais.

Guatemala : l'importance de construire des relations

La requête se rapportant à deux projets hydroélectriques au Guatemala ([MICI-CII-GU-2018-0136](#)) a contribué à faire comprendre la nécessité d'un nouveau type de relations entre les peuples autochtones et le Groupe de la BID. Le MICI effectue actuellement un travail de suivi du plan d'action que la BID Invest avait élaboré en 2021 afin de répondre aux recommandations et aux conclusions du Rapport de vérification de la conformité. En vue d'assurer un échange constructif dans la mise en œuvre



Réunion avec les responsables du projet (image du haut) et avec les requérants (en bas) lors de la mission d'investigation sur le projet hydroélectrique Ituango



dudit plan, le MICI a facilité le rapprochement entre l'équipe du projet et les communautés requérantes, ainsi que la création d'un espace d'échanges d'informations et de critères. Malgré les défis logistiques, les parties ont commencé à construire une relation visant une meilleure compréhension du travail du Groupe de la BID et des besoins et des défis des communautés locales.

Réduire les barrières

Dans le cas de ce même dossier, la Phase a pour la première fois traduit une investigation et un document informatif de résumé dans des langues mayas (Chuj et Q'anjob'al). Ce faisant, le Mécanisme souhaite que ses conclusions et recommandations soient plus accessibles et compréhensibles pour les communautés autochtones qui avaient présenté la requête.

En promotion de l'accessibilité

EN CHIFFRES

Plus de
• **2 150** → **21**
participants à événements externes

Plus de
• **700** → **15**
participants à activités au sein du Groupe de la BID

● Formation de la deuxième génération du **groupe consultatif externe**

En 2022, le Mécanisme a pu reprendre ses activités de promotion pour un accès en présentiel, tant dans la région qu'au siège, tout en poursuivant les interactions virtuelles. Ces actions sont cruciales pour faire connaître le Mécanisme et le rendre plus accessible aux communautés qui ont besoin de recourir au MICI. Au total, le MICI a organisé ou participé à 36 événements internes et externes, avec une audience totale de près de 3 000 personnes.



Dialogue avec la société civile

Tout au long de l'année, le MICI a participé à cinq réunions avec des organisations de la société civile (OSC) dans la région, quatre en format virtuel et une en personne à New York, dans le cadre de la réunion annuelle des mécanismes indépendants de reddition des comptes (IAMnet). Ces échanges ont permis de mieux connaître les préoccupations et inquiétudes et de présenter les principales conclusions du travail du Mécanisme, le [portail de données ouvertes](#) « AccountabilityDATA », ainsi que les progrès du plan d'action d'OVE.

Par ailleurs, le MICI a été invité par la BID et la BID Invest à participer, pour la première fois, à une rencontre avec l'OSC afin de présenter les nouveaux mécanismes d'attention à des requêtes, créés par les deux organisations. La session a permis d'éclaircir les doutes concernant l'articulation des différents volets disponibles et leurs rôles et caractéristiques respectifs.

Échanges de connaissances avec le Groupe de la BID

Le Mécanisme a organisé et a été invité à plusieurs discussions internes se rapportant à divers domaines de la BID et la BID Invest. Entre autres, deux sessions de discussions ont été effectuées avec des participants externes afin d'approfondir l'analyse des voies de réhabilitation dans des projets de développement. Le Mécanisme a également été invité dans de multiples espaces afin d'échanger des expériences et des connaissances sur la résolution de conflits, les questions environnementales et sociétales ainsi que la reddition des comptes.



Why does stakeholder engagement matter for impact assessment in Latin America and the Caribbean?



Relations avec des audiences spécialisées

L'équipe du MICI a continué à participer à des forums internationaux sur des thèmes d'intérêt pour le travail du Mécanisme, comme la résolution de conflits, les vérifications de la mise en œuvre et l'évaluation d'impacts. Tout comme au cours des années précédentes le MICI a coorganisé le Congrès américain de médiation où il a fait trois présentations. Le MICI a également [participé à deux panels](#) du congrès annuel de l'Association internationale d'évaluation d'impact (IAIA), auxquels ont participé plus de 1 100 experts.

Dans le domaine académique, le MICI a poursuivi ses Relations avec des diplômés de plusieurs universités d'Amérique latine pour garantir une bonne connaissance du Mécanisme parmi les jeunes professionnels de la région. Cette année la spécialité en alliances publiques et privées de l'*Université LEAD* au Costa Rica s'est ajoutée aux collaborations établies au cours des années précédentes.

Deuxième génération du groupe consultatif externe

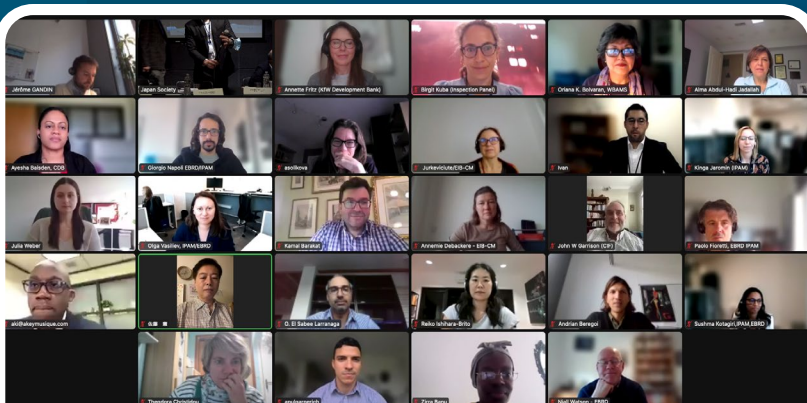
En novembre, la deuxième génération du Groupe consultatif externe (GCE) a été constituée et englobe six professionnels experts qui vont conseiller le Mécanisme sous une forme pro bono et non contraignante. Ce groupe permettra d'enrichir le MICI grâce aux points de vue et aux connaissances des professionnels externes ayant une vaste expérience dans différents domaines clés pour nos activités, comme les sauvegardes environnementales et sociétales, la société civile, la résolution de conflits, la gestion des entreprises et les droits de l'homme, parmi d'autres. Sous cette forme, le GCE contribue à renforcer la performance du MICI, la qualité de son travail et son influence dans la région.



Travail avec d'autres mécanismes pairs

L'échange d'expériences entre divers mécanismes indépendants de reddition de comptes est une source de connaissances et enseignements importants en vue de renforcer notre travail. Tout comme au cours des années précédentes, le MICI a continué à travailler étroitement avec différents membres de IAMnet, qui regroupe 23 organisations paires.

Pendant toute l'année, l'équipe a organisé plusieurs sessions spécialisées sur la pratique de la résolution de conflits et de multiples réunions bilatérales avec d'autres organisations souhaitant en savoir plus sur la structure, l'organisation et le fonctionnement du Mécanisme. En octobre, une délégation du MICI a également participé à la XIX Réunion Annuelle de IAMnet, qui pour la première fois s'est déroulée dans un format hybride virtuel et présentiel et à laquelle ont assisté plus de 120 représentants.



La XIX Réunion Annuelle de l'IAMnet pour la première fois s'est déroulée dans un format hybride virtuel et présentiel



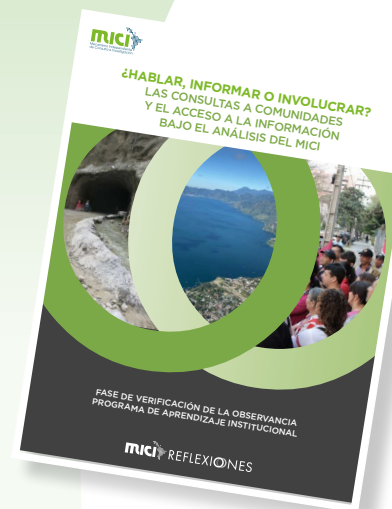
MICI Réflexions

MICI Réflexions est un programme de connaissances créé afin de promouvoir la réflexion institutionnelle à partir des dossiers traités et organiser des ateliers qui vont contribuer à améliorer la performance du Groupe de la BID. Au cours de l'année, en plus de la publication de cinq nouveaux produits, de multiples espaces de rétro-alimentation et d'analyse ont été créés au sein du Groupe de la BID dans le cadre de ce programme afin d'approfondir les connaissances dans divers domaines.

Apprentissages provenant des investigations du MICI

Les 10 investigations finalisées par la Phase de vérification de la conformité depuis 2010 ont fait ressortir certains aspects récurrents des requêtes présentées par les communautés de la région. Cette nouvelle note technique des réflexions du MICI qui analyse ces investigations, aborde particulièrement deux thématiques persistantes : l'accès à l'information et la consultation préalable des communautés. Sous le titre « Parler, informer ou faire participer : les consultations aux communautés et l'accès à l'information dans le cadre d'une analyse du MICI » (disponible en [espagnol](#) et [anglais](#)), la note apporte une analyse de grande valeur sur la mise en place des politiques environnementales et sociétales du Groupe de la BID.

En vue de la création de cette note, une discussion préliminaire a eu lieu avec un groupe de discussion qui a intégré différents départements de la BID et de la BID Invest. Grâce aux précieuses informations recueillies, la nouvelle publication a été présentée en décembre lors d'un événement en interne.





Résolution des conflits dans un contexte virtuel

La note « Médiation en ligne et conflit social », disponible en [espagnol](#) et [anglais](#), élaborée par le coordonnateur de la Phase de consultation, Gaston Aín, a été publiée en octobre. La note analyse les transformations introduites par la médiation en ligne dans la pratique de la résolution des conflits sociétaux et environnementaux. Cette publication rassemble des considérations fondées à la fois sur l'expérience quotidienne et sur les premières preuves scientifiques en Amérique latine et aux Caraïbes où les contextes de conflits sociaux facilement inflammables sont fréquents.



Résumés de trois dossiers investigués par le MICI

Parmi la série de résumés des dossiers traités en 2021, la Phase de vérification de la conformité a publié trois nouveaux résumés de dossiers qui mettent à profit les leçons et les enseignements provenant des investigations effectuées.

- 1. Mexique** Mareña Renovables : Renforcer la « significativité » des requêtes significatives. ([espagnol](#) / [anglais](#))
- 2. Paraguay** Metrobús : un avant et un après dans la gestion du déplacement économique. ([espagnol](#) / [anglais](#))
- 3. Chili** Une nouvelle approche des questions de genre : leçons apprises d'Alto Maipo. ([espagnol](#) / [anglais](#))



Le portefeuille des requêtes en 2022

LE MICI A GÉRÉ

33 requêtes
en 2022

12 correspondants
des années précédentes

21

reçues au cours
de l'année



Il s'agit d'un record tant en raison
du nombre de dossiers reçus que
du total des dossiers traités en une
seule année.

Requête	Pays	Nom e Numéro de projet	Situation au 31 décembre 2021
MICI-PE-2015-0094	Pérou	Projet de cadastre, Titres de propriété et registre des terres rurales au Pérou - Troisième Phase (PTRT-3) (PE-L1026)	Vérification de la Conformité — Sélection du panel d'investigation
MICI-BID-HA-2017-0114	Haïti	Programme d'Infrastructure Productive — Requête II (HA-L1055)	Phase de Consultation — Suivi des accords
MICI-BID-CH-2017-0115	Chili	Projet Hydroélectrique Alto Maipo (CH-L1067)	Vérification de la Conformité — Clôturée pendant la phase de suivi
MICI-BID-EC-2018-0131	Équateur	Programme de reconstruction de l'infrastructure électrique des zones touchées par le tremblement de terre en Équateur (EC-L1219)	Phase de Consultation — Clôturée après la mise en œuvre des accords
MICI-CII-CO-2018-0133	Colombie	Projet hydroélectrique d'Ituango (11794-04)	Vérification de la Conformité — En investigation
MICI-CII-GU-2018-0136	Guatemala	Générateur San Mateo S.A. et Générateur San Andrés S.A. (GU3794A-01, GU3798A-01)	Vérification de la Conformité — Préparation du plan de suivi
MICI-BID-AR-2019-0148	Argentine	Programme d'assainissement environnemental du bassin de la rivière Reconquista — Requête III (AR-L1121)	Phase de Consultation — Suivi des accords
MICI-CII-CO-2019-0152	Colombie	Route à Péage 4G - Ruta del Cacao (12252-01)	Vérification de la Conformité — Préparation de la recommandation
MICI-BID-AR-2021-0164	Argentine	Programme de Développement des Zones Métropolitaines Hors de la Capitale II (AR-L1243)	Phase de Consultation — Suivi des accords
MICI-BID-AR-2021-0170	Argentine	Programme de Gestion Intégrée des Déchets Solides Urbains — Requête II (AR-L1151)	Phase de Consultation — En processus de dialogue
MICI-BID-CR-2021-0171	Costa Rica	Programme Réseau routier cantonal II (CR-L1065)	Phase de Consultation — Suivi des accords
MICI-BID-AR-2021-0178	Argentine	Programme d'eau potable et d'assainissement (PAYs) pour les centres urbains (AR-L1162)	Vérification de la Conformité — Clôturée avec la recommandation de ne pas investiguer
MICI-BID-AR-2022-0182	Argentine	Programme de Gestion Intégrée des Déchets Solides Urbains — Requête IV (AR-L1151)	Vérification de la Conformité — Préparation de la recommandation
MICI-BID-BO-2022-0183	Bolivie	Dynamiser l'écosystème de l'entrepreneuriat et de l'innovation en Bolivie (BO-T1346)	Clôturée — Non enregistrée
MICI-BID-CO-2022-0184	Colombie	Première Ligne du Métro de Bogotá - Première Section — Requête IV (CO-L1234)	Phase de Consultation — Suivi des accords
MICI-BID-VE-2022-0185	Venezuela	Appui au Programme Centre d'action sociale pour la musique - Phase II (VE-L1017)	Clôturée — Non enregistrée
MICI-CII-UR-2022-0186	Uruguay	Ligne de transmission verte Tacuarembó-Salto (12220-01)	Clôturée — Non enregistrée
MICI-BID-AR-2022-0187	Argentine	Programme d'assainissement environnemental du bassin de la rivière Reconquista — Requête IV (AR-L1121)	Clôturée — Non enregistrée
MICI-BID-AR-2022-0188	Argentine	Programme d'assainissement environnemental du bassin de la rivière Reconquista — Requête V (AR-L1121)	Phase de Consultation — En processus de dialogue
MICI-BID-BR-2022-0189	Brésil	Programme national de développement du tourisme - PRODETUR National-Rio de Janeiro (BR-L1210)	Phase de Consultation — Évaluation pour le processus de dialogue
MICI-BID-TT-2022-0190	Trinité-et-Tobago	Programme d'amélioration et de revitalisation urbaine (TT-L1057)	Clôturée — Non enregistrée
MICI-BID-CO-2022-0191	Colombie	Programme d'adoption et de mise en œuvre d'un cadastre polyvalent rural-urbain (CO-L1164)	Clôturée — Non enregistrée
MICI-BID-CO-2022-0192	Colombie	Première Ligne du Métro de Bogotá - Première Section — Requête V (CO-L1234)	Phase de Consultation — En processus de dialogue
MICI-BID-CO-2022-0193	Colombie	Première Ligne du Métro de Bogotá - Première Section — Requête VI (CO-L1234)	Clôturée — Non enregistrée
MICI-BID-CO-2022-0194	Colombie	Première Ligne du Métro de Bogotá - Première Section — Requête VII (CO-L1234)	Clôturée — Non enregistrée
MICI-BID-NI-2022-0195	Nicaragua	Projet d'amélioration et de gestion durable des services d'eau potable et d'assainissement en milieu urbain et périurbain (NI-L1145)	Clôturée — Non enregistrée
MICI-BID-BR-2022-0196	Brésil	Programme national de développement du tourisme à Bahia (PRODETUR National-Bahia) (BR-L1300)	Clôturée — Inadmissible
MICI-BID-CO-2022-0197	Colombie	Centrale Hydroélectrique Porce III — Requête II (CO-L1005)	Clôturée — Non enregistrée
MICI-BID-BR-2022-0198	Brésil	Programme de Récupération Socio-Environnementale de la Serra do Mar et Systèmes de Mosaïque — Requête II (BR-L1241)	Clôturée — Non enregistrée
MICI-CII-UR-2022-0199	Uruguay	Ligne de transmission verte Tacuarembó-Salto — Requête II (12220-01)	Phase de Consultation — Évaluation pour le processus de dialogue
MICI-BID-CO-2022-0200	Colombie	Première Ligne du Métro de Bogotá - Première Section — Requête VIII (CO-L1234)	Clôturée — Non enregistrée
MICI-BID-AR-2022-0201	Argentine	Projet d'amélioration du chemin de fer General San Martín : branche Retiro-Pilar (AR-L1267)	Admissibilité — En cours
MICI-BID-BR-2022-0202	Brésil	Projet de restructuration et de certification de la qualité des réseaux de soins de santé de la ville de Sao Paulo - Avanço Saúde SP (BR-L1429)	Clôturée — Non enregistrée

Les requêtes en chiffres

**Concernant le portefeuille
des requêtes traitées en 2021,
en 2022 ont augmenté...**

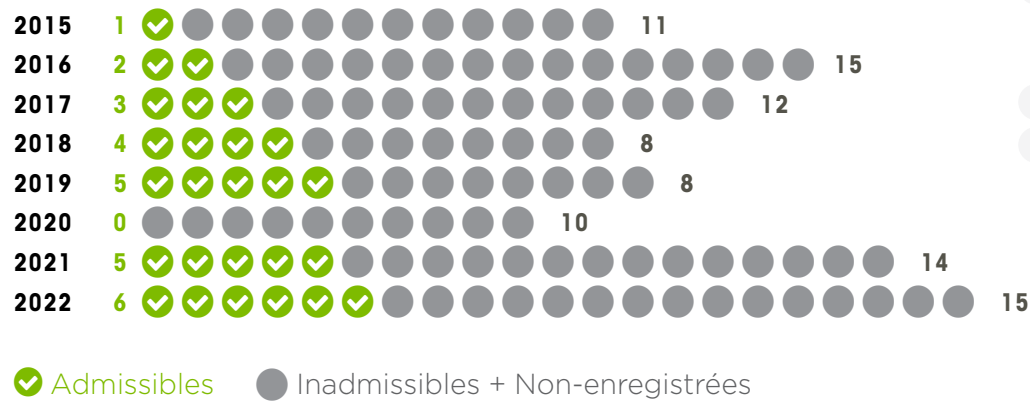
- ▲ Les opérations avec catégorie environnementale A, qui ont des risques potentiellement plus élevés
- ▲ Les requêtes se rapportant à des projets énergétiques
- ▲ Le nombre total de requêtes traitées
- ▲ Les requêtes présentées individuellement

... et ont diminué...

- ▼ Les requêtes présentées par des groupes communautaires et des communautés autochtones.
- ▼ Les projets comportant un risque environnemental moyen (B)

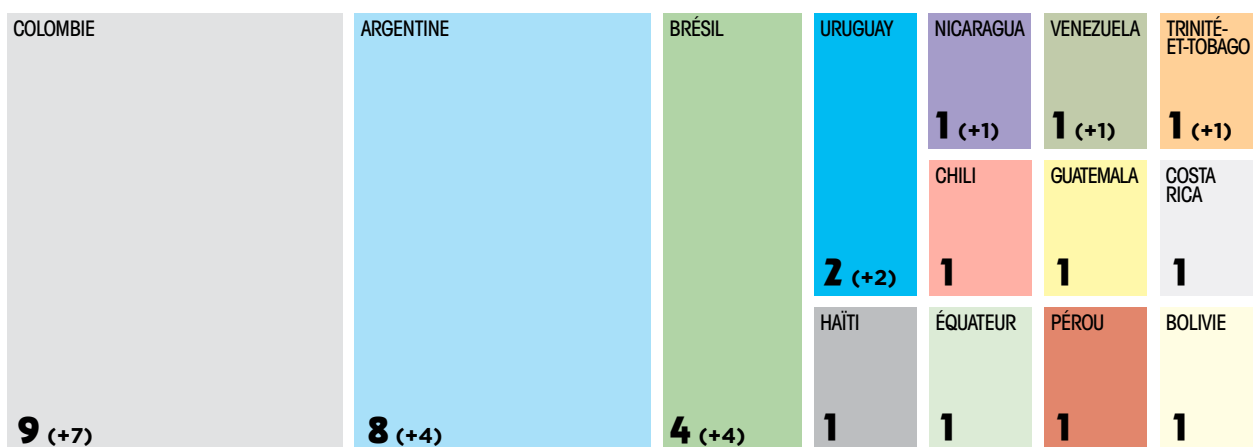
Évolution des requêtes reçues

Le nombre de requêtes reçues par le MICI au cours d'une seule année continue d'augmenter depuis 2020 pour atteindre un record de 21 nouvelles requêtes en 2022. C'est aussi l'année au cours de laquelle le plus grand nombre de dossiers ont été déclarés admissibles (six) et par donc leur traitement dans les Phases a commencé.



D'où proviennent les requêtes ?

Les requêtes traitées cette année provenaient de 14 pays, principalement de Colombie, Argentine et Brésil. La Colombie arrive en tête avec sept nouvelles requêtes, en raison du nombre de plaintes présentées en 2022. Le MICI a reçu pour la première fois une requête du Nicaragua.



Source de tous les graphiques :
MICI, système de gestion des requêtes

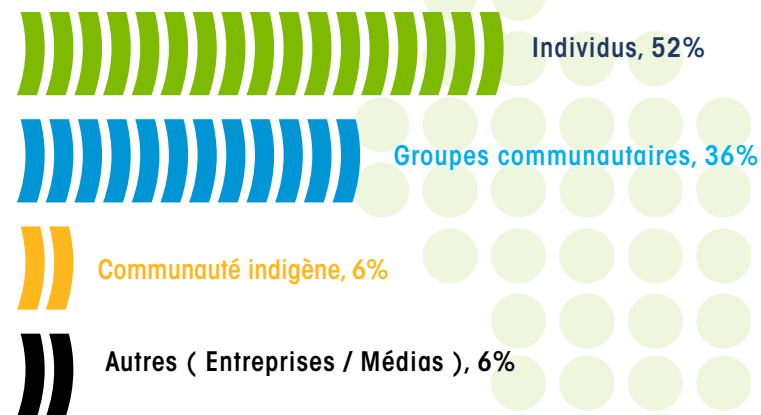
Requêtes par pays (entre parenthèses celles reçues en 2022)

Les requêtes reçues en 2022

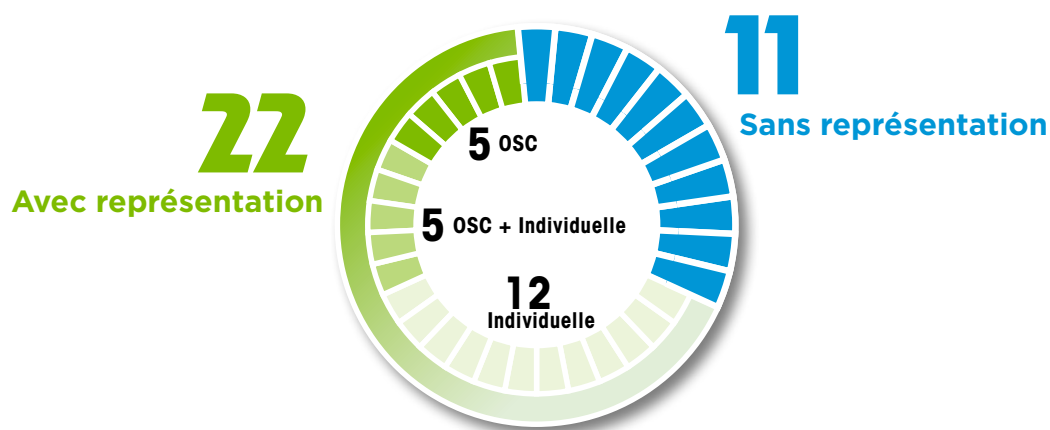
Les requêtes reçues en 2022 provenaient de huit pays, principalement de Colombie (une sur trois nouvelles requêtes), du Brésil et de l'Argentine. Des sept nouvelles plaintes de Colombie, cinq parmi elles se rapportaient au même projet.

Qui dépose les requêtes ?

À la différence des années précédentes, la majorité des requêtes du portefeuille (17) ont été présentées par des personnes à titre personnel et correspondent aux nouvelles requêtes reçues en 2022. 14 plaintes présentées par des groupes communautaires et des communautés autochtones se trouvent dans le contenu du portefeuille.



Dans une requête sur trois (11), les requérants ont présenté leurs requêtes directement, tandis que dans les 22 autres, ils ont eu recours à un représentant. Les organisations de la société civile (OSC) appuient représentent 30 % des requêtes, ce qui représente une légère augmentation par rapport au portefeuille de 2021.

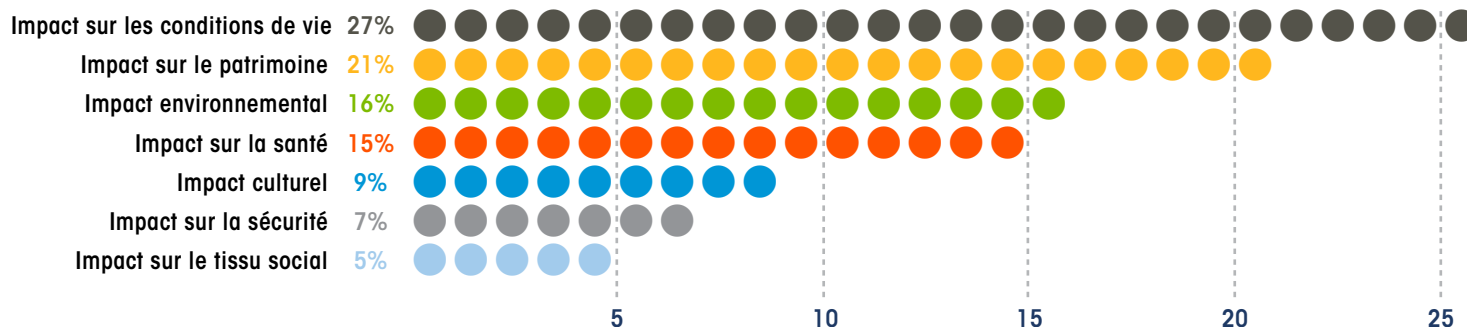


Les requêtes reçues en 2022

La majorité (11) des nouvelles requêtes reçues en 2022 a été présentée directement (sans représentant). En 2022, les organisations de la société civile n'ont déposé que deux nouvelles plaintes.

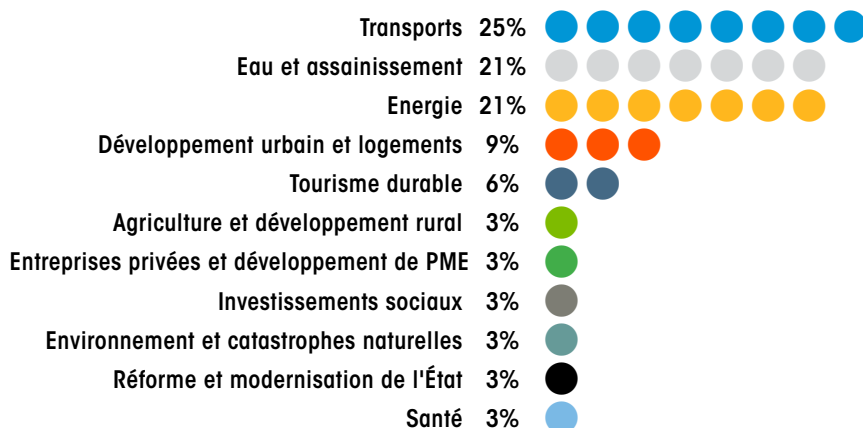
Quels sont les types d'impacts allégués ?

L'immense majorité (26) des requêtes traitées cette année faisaient état de répercussions sur les conditions de vie des communautés requérantes. Les requêtes mentionnent aussi de façon récurrente les répercussions patrimoniales (21), environnementales (16) et sur la santé (15).



De quels secteurs proviennent-elles ?

Les requêtes se rapportant au secteur des transports ont augmenté en 2022 et représentent déjà une plainte sur quatre. Viennent ensuite les activités liées au secteur de l'eau et assainissement (7), de l'énergie (7) et de développement urbain et du logement (3).



Les requêtes reçues en 2022

En ce qui concerne les secteurs, les nouvelles requêtes reçues en 2022 suivent un comportement analogue, et les activités de transport, eau et assainissement et énergie représentent la majorité des requêtes. Une sur quatre nouvelles requêtes (28 %) se rapporte à des projets de transport. Pour la première fois, le MICI a reçu une requête se rapportant au secteur sanitaire.

79% pour cent des requêtes sont liées à des projets avec des administrations publiques et celles concernant le secteur privé ont connu une légère augmentation par rapport à l'année précédente (sept plaintes, ce qui équivaut à 21%). Parmi elles, cinq requêtes se rapportent à des activités de BID Invest, dont la majorité a été reçue au cours des années précédentes.

De quelle catégorie environnementale s'agitent-elles ?

a différence des années précédentes, les activités pouvant entraîner des répercussions environnementales et sociales potentiellement plus élevées ou des conséquences profondes sur les ressources naturelles (catégorie A) sont les plus fréquentes, avec une augmentation de 11 points par rapport à 2021. En revanche, les projets à risque environnemental moyen (B) sont passés de 59 % à 42 %.



: Souhaitez-vous explorer plus de données sur les requêtes du MICI ?



Consultez toutes les données historiques dans notre portail de données ouvertes

AccountabilityData
www.iadb.org/mici/opendata



Traitement des requêtes présentant un risque de représailles

En 2022 le MICI a intensifié ses efforts en vue d'empêcher les représailles, à la fois dans ses processus internes de gestion des plaintes et par des actions de sensibilisation à l'importance de cette question. Ce cadrage a commencé en 2019, avec la publication d'un guide pratique s'adressant aux mécanismes indépendants de reddition de comptes et la mise en place de lignes directrices depuis 2020.

42%

Risque de représailles dans les requêtes traitées en 2022

Dans 14 des 33 dossiers traités cette année (42 %), les requérants ont indiqué craindre des représailles pour s'être adressé au MICI et ont sollicité que leur identité demeure confidentielle. Face à ces situations, les requérants n'ont pas l'obligation de contacter au préalable d'autres instances du groupe de la BID et le Mécanisme protège l'identité des requérants lors de toutes les étapes du processus.

L'engagement de tolérance zéro du MICI face à une forme quelconque de représailles envers les personnes et les organisations qui présentent des requêtes s'est manifesté, entre autres actions, dans un communiqué public du Mécanisme face à une situation grave dénoncée par le mouvement Ríos Vivos lors d'une des investigations en cours. En plus, le MICI a mené une analyse du risque de représailles pour certains dossiers actifs et a développé, avec les requérants, des plans de réduction des représailles pour les requêtes les plus sensibles.

Encourager la compréhension et l'analyse

Tout au long de l'année, le MICI a organisé deux actions au sein du Groupe de la BID afin de sensibiliser et appliquer une capacité institutionnelle de la gestion des représailles. D'une part en collaboration avec les vice-présidences des pays de la BID et le bureau du Haut-Commissaire des Nations Unies, une table ronde fermée a pris place afin de dialoguer sur le risque de représailles et la politique de tolérance zéro du Groupe de la BID. D'autre part, plus de 80 fonctionnaires des services environnementaux, sociaux, et des risques de la BID et BID Invest ont participé à des discussions sur le risque de représailles afin de partager des points de vue, des expériences et des bonnes pratiques. Ces discussions ont permis d'identifier les domaines de coopération potentielle, la dynamique contextuelle de l'analyse des risques et les outils à la disposition de l'équipe du Groupe, qui ont intégré la prévention de risques de représailles à la fois dans le [Cadre de la politique environnementale et sociale](#) de la BID et dans la [Politique de durabilité environnementale et sociale](#) de la BID Invest.



Pour plus d'informations :



Guide pour les mécanismes indépendants de reddition des comptes sur les mesures à prendre pour faire face au risque de représailles dans la gestion des requêtes.
([anglais](#) et [espagnol](#))

La gestion en **2022**, au cas par cas



Phase de Consultation

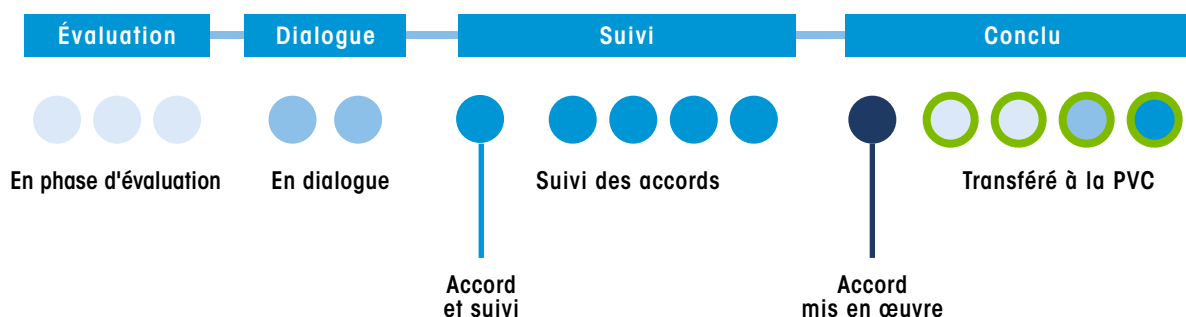
2022 ▶ 15 dossiers gérés

En chiffres

- 1 dossier conclue dans le respect total des accords
- 5 dossiers en attente du suivi des accords
- 6 accords obtenus pour la même requête

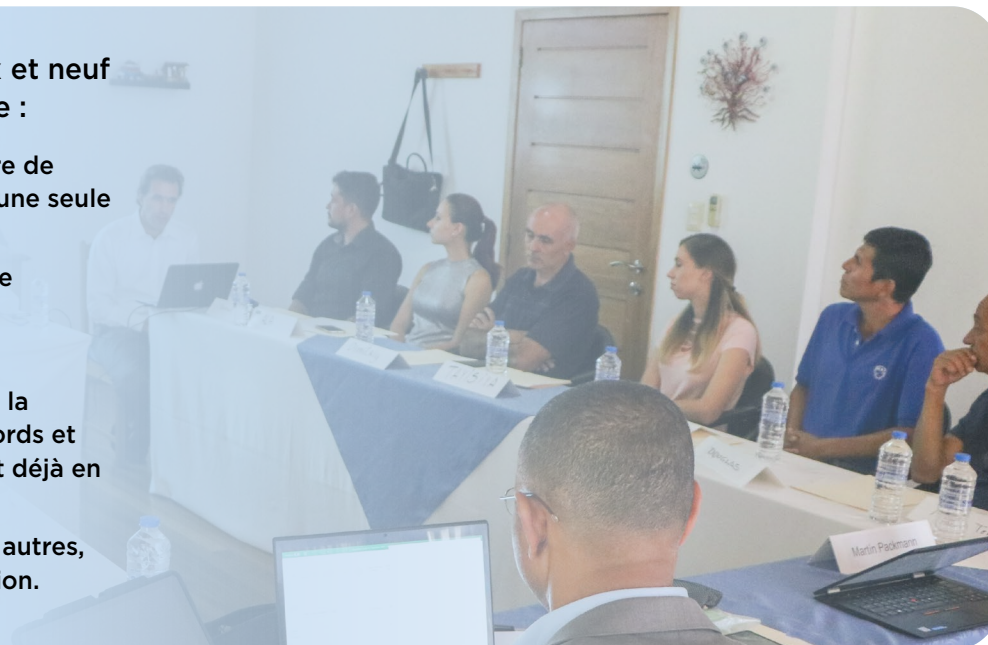


Etat des cas au 31 décembre 2022



La Phase de consultation a traité 15 requêtes : six nouveaux et neuf reçus au cours des années précédentes. Au cours de l'année :

- Pour la première fois, afin de répondre à la situation particulière de chaque requérant, le MICI a obtenu de multiples accords pour une seule requête.
- Un dossier a été clôturé après vérification de la mise en œuvre complète de l'accord.
- Quatre dossiers sont toujours à l'étape de suivi des accords.
- Quatre dossiers ont été transférés à la Phase de vérification de la conformité. L'un d'eux après plusieurs années de suivi des accords et l'autre après avoir obtenu des accords partiels qui se mettaient déjà en place.
- Deux dossiers sont toujours en cours de dialogue et pour trois autres, les conditions d'ouverture du dialogue sont en cours d'évaluation.



La BID finance la construction du Parc industriel de Caracol (PIC), près des communes de Caracol, Limonade, Trou du Nord et Terrier Rouge, et le développement du nord d'Haïti par le biais de diverses opérations non remboursables, dans l'objectif d'encourager l'investissement privé et la création de nouveaux emplois.

Le *Kolektif Peyzan Tè Chabe* (Kolektif), composé d'environ 420 familles, a présenté la requête avec la représentation et le soutien d'*Accountability Counsel*, *Action Aid Haïti* et *AREDE*. La requête indique que la construction sans préavis de la barrière délimitant le périmètre du Parc leur empêche l'accès aux parcelles de terrain qui constituaient leurs moyens de subsistance. Ils allèguent que le processus de consultation a été mené tardivement, sur la base d'informations insuffisantes et avec des organisations qui ne les représentaient pas. Les requérants indiquent également que les montants compensatoires qu'ils ont fini par recevoir n'étaient pas suffisants et qu'ils se trouvent à présent dans des conditions précaires de subsistance. Ils soutiennent ne pas pouvoir assurer la sécurité alimentaire de leur famille en raison de la perte de revenus et que leurs enfants ont abandonné l'école parce qu'ils ne pouvaient pas payer les frais de scolarité. Les femmes affirment être particulièrement touchées par les conséquences négatives sur la cohésion familiale qu'a provoquées le déplacement pour motif économique.

Gestion du MICI en 2022

La requête est en suivi d'accord depuis décembre 2018. Le contexte général du pays, en raison de l'instabilité générale due à l'insécurité et la crise des carburants a rendu difficile la mise en place de l'accord.

Néanmoins, l'engagement décisif de toutes les parties a permis des avancées notables dans trois des quatre principaux piliers de l'accord et leur conclusion est maintenant à portée de main. Ces trois domaines se rapportent à la distribution d'équipements agricoles spécialisés, au programme d'enseignement et accès aux microcrédits et à la formation professionnelle pour les familles requérantes. Concernant le dernier pilier, qui consiste à donner accès aux terres pour la survie des familles, des progrès plus modestes, mais très significatifs en raison de sa complexité, ont été obtenus. En 2022, 19 familles ont obtenu un accès aux terres, ce qui fait que le nombre de bénéficiaires du programme qui ont déjà obtenu l'accès à une propriété est passé de 11 % à 30 %.

Les cinq réunions du comité de suivi que le MICI a facilité au cours de l'année ont eu lieu sous une forme virtuelle en utilisant des solutions technologiques pour assurer la participation des requérants par téléphone et interprétation entre créole et français. Le Mécanisme a également maintenu un contact permanent avec les parties au moyen de visioconférences et appels téléphoniques pour observer les progrès des différents points accordés et pour identifier les défis et les actions de mise en œuvre.

Les points forts

L'accès aux terres renferme une grande valeur symbolique pour les paysans qui travaillent dans cette zone et a été particulièrement difficile du fait que les titres fonciers en Haïti sont complexes, particulièrement en ce qui concerne les terrains privés. La crise des hydrocarbures a rendu difficiles les déplacements des requérants en vue de localiser des parcelles de terrain pour acquisition et remise de documentation pour le processus d'enregistrement.

Le projet

Opération d'investissement
non remboursable : **HA-L1055**

Secteur : **Développement urbain et logements**

Catégorie environnementale : **A (auparavant B)**

Financement de la BID : **55 000 000 USD**



La BID finance la reconstruction des infrastructures électriques de production et de distribution qui ont souffert du tremblement de terre le 16 avril 2016 dans les provinces d'Esmeraldas, Manabí et Santo Domingo en Équateur, au moyen d'un prêt pour ouvrages multiples.

Un groupe de 547 résidents de huit communautés de la province de Manabí ont présenté leur requête par l'intermédiaire d'un représentant*. Elle porte sur le déplacement de 9 km de ligne de répartition (LST) entre les villes de San Vicente et Jama et allègue le non-respect des politiques opérationnelles de la part de la Banque en raison de l'absence d'une étude d'impact environnemental et social, d'une évaluation incomplète des risques dans une zone fortement sismique et de l'absence de procédures de participation des citoyens. Les requérants allèguent que le nouvel emplacement des lignes électriques pourrait diminuer l'activité touristique dans la zone, qui représente une activité vitale pour eux. Ils allèguent également des répercussions négatives sur leur santé en raison de la proximité des lignes par rapport à des routes très fréquentées, ainsi que des répercussions environnementales affectant les oiseaux de la zone en raison des câbles.

*Les requérants avaient initialement requis l'anonymat par crainte de représailles, mais au cours du processus, leurs craintes se sont dissipées et ils ont décidé de rendre leur identité publique.

Gestion du MICI en 2022

Tout au long de l'année, la Phase de consultation a facilité neuf réunions bilatérales pour le suivi d'exécution des engagements acceptés dans l'accord signé par les parties en avril 2019. Les sessions ont permis de constater que tous les points accordés avaient été mis en place et, au bout de trois ans de suivi, le dossier a été clôturé en juillet 2022.

Grâce à cet accord, la ligne de transport secondaire a conservé son tracé d'origine, de sorte qu'il a été possible d'augmenter la puissance de la LST sans générer de nouveaux impacts. Afin d'éviter les préjudices entraînés par le repowering, un des points de l'accord impliquait le déplacement d'un des pylônes électriques afin d'éloigner une partie des lignes électriques qui passaient au-dessus de la maison d'une des familles requérantes.

En outre, en raison de ce processus, de multiples études géologiques, géotechniques et configurations électromécaniques ont été effectuées et diffusées dans les communautés.

Les points forts

Cette requête souligne l'importance de la gestion des temps impartis pour les processus de résolution des conflits dans des contextes de projets de développement. L'entrée en jeu rapide du MICI, alors que les travaux principaux n'avaient pas encore commencé, a permis au dialogue de se concentrer sur la prévention des impacts potentiels et de disposer d'un plus large éventail de mesures d'atténuation. Les retards importants dans la mise en œuvre des accords en raison de facteurs externes ont poussé le MICI à assurer un suivi constant de près et à gérer le temps avec toutes les parties pour transmettre une atmosphère de calme et prévisibilité à tous les requérants.

Le suivi de ce dossier a été totalement virtuel en raison de la situation de pandémie. Ce faisant, le Mécanisme a renforcé les relations avec les acteurs par le biais de vidéos, appels, géolocalisation et dossier photographique pour vérifier l'exécution des engagements et obtenir le consensus de toutes les parties.

Le projet

Opération de prêt : **EC-L1219**

Secteur : **Energie**

Catégorie environnementale : **B**

Financement de la BID : **60 000 000 USD**



Le programme, financé par la BID au moyen d'un prêt, a pour objectif de restaurer la qualité environnementale du bassin de la rivière Reconquista à travers la mise en œuvre d'un plan de gestion intégrée du bassin. Le plan privilège les investissements destinés à améliorer la gestion des déchets solides ; augmenter la couverture en réseaux d'eau potable, d'égouts et de traitement des eaux usées ; améliorer la connectivité et l'accès aux quartiers périphériques ; et renforcer la gestion opérationnelle du Comité du bassin de la rivière Reconquista.

La requête a été présentée par des résidents de diverses localités du bassin fluvial des provinces de Buenos Aires et de Tigre, qui allèguent que le programme n'a pas tenu compte des enjeux que présente le bassin en tant qu'unité territoriale ni de la capacité du corps récepteur du fleuve. À cet égard, ils dénoncent la forte contamination et les impacts négatifs sur la qualité de vie et la santé des habitants du bassin inférieur, qui pourraient s'aggraver si la contamination industrielle et la pollution par les eaux usées ne sont pas prises en compte. Ils font également état des effets de la construction du canal Aliviador/bassin national d'aviron du fait de la modification de la dynamique hydrique et de la transformation du Delta en destination finale d'eaux fortement polluées. Par ailleurs, ils indiquent une absence d'accès aux informations pertinentes, ainsi qu'une absence de consultations et d'instances de participation pour la population touchée.

Gestion du MICI en 2022

Le dossier en est au suivi des accords depuis novembre 2019. Au cours de 2022, le MICI a vérifié que trois des quatre éléments de l'accord se rapportant à la disponibilité des informations sur le suivi trimestriel de la qualité des eaux, le programme de gestion des effluents et les études des conséquences cumulatives dans le delta continuaient d'être mis en place. À la différence de ces trois points qui avaient déjà enregistré des progrès au cours des années précédentes, le premier point de l'accord qui recherchait des mesures d'atténuation face à la contamination des îles du delta du Paraná (San Fernando et Tigre) continuait d'être bloqué. Finalement, l'esprit de coopération des parties a permis d'ajouter un nouvel interlocuteur au processus du MICI. C'est ainsi qu'un organisme technique impartial contribuera à identifier des alternatives pour ce point.

Tout au long de l'année, le MICI a facilité quatre réunions du comité de suivi, deux virtuelles et deux en présentiel. Les réunions en présentiel ont eu lieu dans le cadre de deux missions de terrain que le Mécanisme a effectué en Argentine, une en mai et l'autre en décembre. Ces missions ont été importantes pour échanger des informations avec les acteurs et appuyer les progrès dans la mise en place des accords.

Les points forts

La flexibilité du processus de la Phase de consultation du MICI a permis la venue des nouveaux acteurs dans l'étape de suivi afin de pouvoir débloquent la mise en place, grâce à une décision conjointe des requérants, de l'agence d'exécution et de la BID.

Le projet

Opération de prêt : **AR-L1121**

Secteur : **Eau et assainissement**

Catégorie environnementale : **A**

Financement de la BID : **230 000 000 USD**



La BID soutient le « Plan de réaménagement et de réhabilitation du terrain comprenant l'hôpital universitaire Eva Perón et le foyer-école Juan Domingo Perón » à Granadero Baigorria, dans la province de Santa Fe, en Argentine, par le biais d'un prêt pour le « Programme de développement des zones métropolitaines de l'arrière-pays II ». Le projet consiste en la mise en valeur et la réhabilitation d'un terrain urbain de 53 hectares située au centre-ville, qui présente une valeur historique, urbaine et environnementale. Les travaux comprennent, notamment, des infrastructures d'eau, d'égouts, de gaz et d'électricité, l'éclairage public, le mobilier urbain, la création de réservoirs d'eau de pluie et le boisement d'espaces verts.

En février 2021, 81 résidents de la ville, qui ont requis l'anonymat, ont déposé une plainte auprès du MICI pour des potentiels impacts négatifs du complexe sur l'environnement, la santé et le patrimoine historique. Selon les requérants, ces impacts n'ont pas été correctement déterminés avant l'intervention dans la zone, et aucun processus adéquat de consultation, d'information et de communication publique n'a été mené auprès de la population touchée.

Gestion du MICI en 2022

Le dossier est en suivi d'accords depuis août 2021. En 2022 des progrès ont eu lieu dans deux des cinq volets de l'accord, se rapportant à la reforestation des terrains avec 800 arbres et les changements de nom du complexe. Les trois autres domaines de l'accord se rapportent à la fin des travaux qui continuent de se poursuivre sous une forme respectueuse des engagements pris et la conclusion est prévue pour 2023.



Pour un suivi du respect des accords, le MICI a maintenu tout au long de l'année un contact mensuel avec les parties par le biais d'appels téléphoniques et échanges électroniques, et a facilité plusieurs réunions à la demande des parties. Le Mécanisme a visité les lieux du projet dans le cadre de deux missions en Argentine, une en mai et l'autre en décembre. Ces visites en présentiel ont facilité le suivi des accords, les progrès des travaux et leur finalisation.

Les points forts

L'esprit de coopération constructive entre les parties a permis d'aller au-delà de la simple exécution de certains accords. Par exemple, les responsables du projet ont facilité, dans le cadre des engagements de replantation de différentes espèces d'arbres, le don par l'organisation Baigorria Verde et la Fondation John Deere de 11 arbres qui seront plantés sur le terrain en septembre.

Le projet

Opération de prêt : **AR-L1243**

Secteur : **Développement urbain et logements**

Catégorie environnementale : **B**

Financement de la BID : **40 000 000 USD**



Le projet « *Ecoparque Ambiental de Chascomús* » vise à assainir et à fermer la décharge de Chascomús située dans la province de Buenos Aires, en Argentine, et à construire un écocentre destiné à assurer une récupération maximale des matériaux et une élimination minimale des déchets. La BID finance un prêt de 150 millions USD sur un projet de 187 millions USD.

En juillet 2021, 30 résidents de Chascomús, qui ont requis l'anonymat, ont déposé une requête pour de potentiels dommages environnementaux à la communauté, à la santé ainsi qu'à leur patrimoine et leur économie, avec une incidence différenciée sur les moyens de subsistance de certaines productrices, agricultrices et éleveuses. Leurs principales préoccupations portent sur la capacité de drainage du terrain où il est prévu de construire l'écocentre, la contamination possible du système de zones humides de la région, la pollution des puits d'eau et la perte potentielle de valeur et de la capacité de production des terrains voisins, ainsi que les répercussions potentielles sur la faune naturelle.

Gestion du MICI en 2022

Le dossier est en processus de dialogue depuis novembre 2021. Au cours de 2022, le MICI a facilité quatre réunions d'échange entre les parties, ce qui a permis de parvenir à un accord partiel en juin. Cet accord partiel réunit les engagements sur la conception définitive du projet et les domaines spécifiques qui doivent faire partie de l'étude des impacts environnementaux et sociaux (EIAS) et du Plan de gestion environnementale et sociale.



Une fois finalisé l'EIAS et selon les résultats qui apparaissent dans les études et les consultations sur des préjudices possibles, la faisabilité d'une deuxième étape éventuelle de dialogue qui permettrait d'obtenir un accord définitif sera évaluée.

Les points forts

La méthodologie d'un dialogue en deux temps proposée par le MICI a facilité que les parties arrivent à un accord partiel avant la formation de l'EIAS ce qui lui permettrait d'être plus robuste et de pouvoir ajouter quelques-unes des préoccupations des requérants.

Le projet

Opération de prêt : **AR-L1151**

Secteur : **Eau et assainissement**

Catégorie environnementale : **B**

Financement de la BID : **150 000 000 USD**



Chronologie de la requête

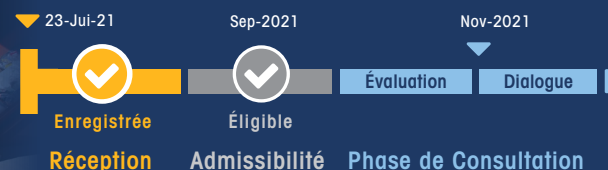


Photo de gauche : Martin Gallino

L'objectif précis du programme Red Vial Cantonal II, financé par la BID, est l'amélioration du réseau routier cantonal, par des interventions de réhabilitation et d'entretien intégrant des adaptations au changement climatique, qui se traduiront par une réduction du temps de trajet et des coûts d'exploitation et par le renforcement des institutions responsables de la gestion du réseau routier.

Un groupe de 28 résidents du canton de Buenos Aires, province de Puntarenas, Costa Rica, a présenté cette requête liée à la mise en œuvre de deux projets dans le cadre du programme. Plus précisément, la requête présente les impacts du programme sur leurs conditions de vie en raison des répercussions sur les routes d'accès aux territoires indigènes de Salitre et d'Ujarrás, et sur d'autres routes du réseau routier du canton ; les impacts socio-environnementaux résultant de l'installation d'un brise-matériaux ; et le manque d'information publique et de mécanismes d'assistance à la communauté.

Gestion du MICI en 2022

Au cours de la première année de suivi de l'accord, le Mécanisme a constaté des progrès considérables dans leur mise en œuvre efficace. En particulier, 67 % des engagements conclus par les parties ont été accomplis de façon satisfaisante, et le comité de suivi a été créé et mis en fonctionnement.

Tout au long de l'année, le MICI était en communication constante avec les parties et a facilité trois sessions du comité de suivi qui ont permis de constater l'exécution de multiples clauses de l'accord et faire un suivi des actions en attente. Le 7 décembre 2022, une visite à la zone d'influence

du programme a eu lieu, en présence des requérants, de l'équipe du projet de la BID, l'agence d'exécution, la municipalité de Buenos Aires et le MICI.

En ce qui concerne les éléments de l'accord qui n'ont pas encore été remplis, l'appel d'offres de certains travaux a connu des délais en raison de la volonté de faire appliquer un processus d'appel d'offres intégral et transparent. Ces retards ont empêché de répondre à certaines des préoccupations soulevées par les demandeurs. La fin des travaux est prévue pour 2023.

Les points forts

Au cours de la première année de suivi des accords, il y a eu un changement du gouvernement national au Costa Rica et dans les représentants de deux des trois parties du processus du MICI. Malgré ces changements, les parties ont manifesté à tout moment leur volonté de poursuivre le processus de dialogue et un suivi par la suite.

Le projet

Opération de prêt : **CR-L1065**

Secteur : **Transports**

Catégorie environnementale : **B**

Financement de la BID : **144 036 000 USD**



Chronologie de la requête



Photo : BID

En raison de cette opération, la BID offre une assistance technique et appuie le financement du début des travaux pour la première ligne du métro de Bogotá par le biais de deux composantes : les activités préparatoires, les travaux publics et la supervision et gestion environnementale et sociale du projet.

Le 15 février 2022, le MICI a reçu une demande de la part d'un groupe de 17 citoyens ayant des locations, des biens immobiliers ou des commerces situés rue 24 et avenue Caracas dans la zone du centre de Bogotá, quartier de Santa Fe.

Bien que chaque requérant ait présenté une situation particulière, de manière générale tous ont décrit des dommages économiques potentiels à la propriété, à leurs conditions de vie et leur santé, en raison éventuellement des procédures de relocation et expropriation pour construire le projet.

Gestion du MICI en 2022

Au cours de l'étape d'éligibilité, en avril, une délégation du Mécanisme a effectué des réunions en présentiel avec les requérants, le personnel de l'entreprise Metro de Bogotá (EMB) et les agents de l'équipe du projet. La délégation a également parcouru les zones d'influence du projet et a tenu des réunions avec des tiers pour recueillir les informations nécessaires afin d'évaluer si la requête était admissible.

En mai, la requête a été déclarée admissible et a été transférée à la Phase de consultation, à la demande des requérants. Eu égard aux échanges intensifs que les parties avaient eu avant et après le processus d'éligibilité, ainsi que la volonté expresse de tous les acteurs de rechercher une solution par voie de dialogue, le MICI a proposé de mettre en place une méthodologie intensive et d'une durée limitée pour accomplir conjointement toutes les étapes d'évaluation et le processus de dialogue.



Le 6 juin, la Phase de consultation a été transférée à Bogotá et a facilité huit sessions de travaux en plénière entre les parties et de nombreuses réunions bilatérales ainsi que des échanges d'information pendant trois jours. Au cours des sessions plénières, les cas particuliers de chaque requérant ont été abordés. Étant donné la nature particulière et spécifique de chaque requérant, il s'est avéré nécessaire de négocier pour arriver à de multiples accords par séparé. Les cinq premiers accords ont été signés en juin et le sixième et dernier accord s'est conclu en août. Le MICI a entamé le suivi de la mise en œuvre des divers engagements et à la fin de l'année, on a pu constater l'exécution intégrale de quatre des six accords.

Les points forts

C'est la première requête gérée par le MICI où, en raison des spécificités du dossier et des différentes circonstances des requérants, le MICI s'est vu obligé à obtenir plus d'un seul accord en réponse aux questions soulevées.

Le projet

Opération de prêt : **CO-L1234**

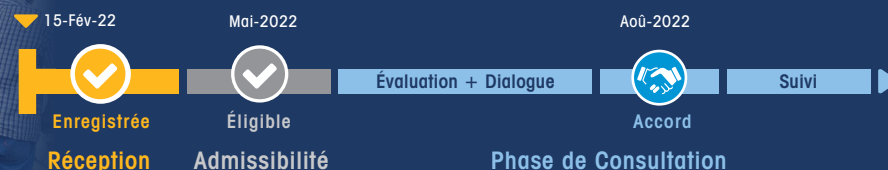
Secteur : **Transports**

Catégorie environnementale : **A**

Financement de la BID : **70 000 000 USD**



Chronologie de la requête



Le programme, financé par la BID au moyen d'un prêt, a pour objectif de recouvrer la qualité environnementale du bassin de la rivière Reconquista. Parmi les projets financés par le programme figure le projet « Réseaux de cloaques à Moreno Catonas IV Nord et Sud », qui sera construit dans le bassin moyen de la zone de Moreno et qui est mentionné dans la requête. Le projet prévoit la construction d'un réseau d'égouts et collecteurs jusqu'à un point de bascule dans un collecteur existant avec destination finale dans une usine de traitement des effluents.

Le 8 juillet 2022, un groupe de 60 voisins et voisines de Villa Anita, zone de Moreno dans la province de Buenos Aires, accompagnés par le procureur fédéral de la zone de Moreno, ont présenté une requête au MICI. Ils allèguent des préjudices potentiels à leur qualité de vie, la détérioration des espaces publics et la manque de l'accès aux services publics en raison de l'interruption de la construction de la parcelle 2 du projet.

Gestion du MICI en 2022

La requête a été déclarée admissible le 12 septembre et a été transférée à la Phase de consultation, conformément à la demande des requérants. La Phase a effectué une évaluation sous une forme virtuelle et a conclu que les conditions pour entamer un dialogue existaient. Le 7 décembre, le MICI a facilité la première session de dialogue au cours de laquelle deux thèmes de l'agenda validé par les parties ont été abordés : l'accès à l'information sur le statut des travaux et les différentes allégations sur les répercussions se rapportant à la suspension des travaux. Les parties ont accepté de reprendre les réunions en 2023 afin de faire avancer les thèmes de l'agenda.



Le projet

Opération de prêt : **AR-L1121**

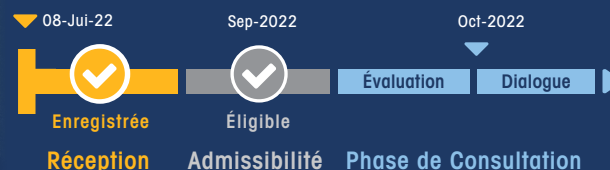
Secteur : **Eau et assainissement**

Catégorie environnementale : **A**

Financement de la BID : **230 000 000 USD**



Chronologie de la requête



Dans le cadre de l'appui au secteur touristique du Brésil, la BID a financé le programme national PRODETUR Rio de Janeiro. L'emprunteur de cette opération approuvée était l'état de Rio de Janeiro et le garant était la République fédérative du Brésil. Le programme cherchait à contribuer à la croissance de l'emploi ainsi que des revenus et devises qu'allait générer le secteur du tourisme dans l'état. Parmi les travaux à financer se trouvait le «*Projet d'assainissement, drainage et urbanisation de Vila do Abraão, Ilha Grande, Angra dos Reis*», qui est le motif de la requête au MICI. D'après les informations de la BID, cette opération n'est plus active et l'agence d'exécution a été liquidée après sa fermeture.

La requête a été présentée par quatre membres d'une famille de la communauté de Vila do Abraão, alléguant des préjudices sociaux et environnementaux en raison de la construction, puis de la suspension des travaux. Les allégations comprennent des conséquences néfastes pour l'environnement et la santé publique, ainsi que la perte de leurs moyens de subsistance.

Bien qu'à l'origine, la requête s'adressait au Mécanisme, le courrier électronique du 1er juillet comprenait uniquement l'adresse du nouveau protocole de plaintes environnementales et sociales de la BID. Le personnel du protocole a par la suite informé le MICI qu'en raison d'une omission involontaire, la requête avait été envoyée au MICI 12 jours plus tard.

Gestion du MICI en 2022

Le MICI a déclaré admissible cette requête le 30 septembre et l'a transféré à la Phase de consultation qui effectue une évaluation sous une forme virtuelle au moyen de conversations avec le groupe des requérants et l'administration de la BID. Le MICI n'a pas eu d'interactions avec l'agence d'exécution du fait qu'elle avait été liquidée après la fermeture de l'opération, d'après les informations de l'administration. Face à la complexité provoquée par la dissolution de l'agence d'exécution, à laquelle s'ajoute la réorganisation interne du Groupe de la BID, le MICI a demandé une prolongation du délai d'évaluation qui arrive à échéance le 2 avril 2023.

Le projet

Opération de prêt : **BR-L1210**

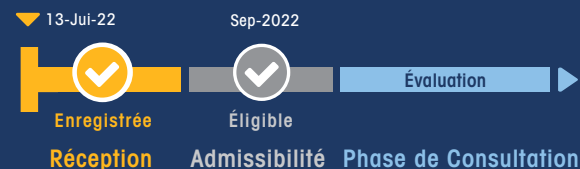
Secteur : **Tourisme durable**

Catégorie environnementale : **B**

Financement de la BID : **112 000 000 USD**



Chronologie de la requête



Avec cette opération, la BID offre une assistance technique et appuie le financement du lancement des travaux de la première ligne de métro de Bogotá par le biais de deux composantes : les activités préparatoires, l'œuvre civile et la supervision ; et la gestion environnementale et sociale du projet.

Le 12 août 2022, le MICI a reçu une requête de la part de trois personnes propriétaires d'une société commerciale de service automobile opérant dans la zone de San Bernardo, au centre de Bogotá.

Les requérants allèguent des préjudices potentiels à leurs conditions de vie et leur patrimoine en raison de l'expropriation de leur centre de service pour la construction du Métro. Ils ajoutent également le manque d'informations disponibles et les contradictions dans les communications avec l'agence d'exécution présente dans tout le processus, ce qui a provoqué une atmosphère d'insécurité concernant son futur.

Gestion du MICI en 2022

Le 7 octobre 2022, la requête a été déclarée admissible et transférée à la Phase de consultation à la demande des requérants. Tenant compte des échanges intensifs entre les parties avant et pendant le processus d'éligibilité même, ainsi que de la volonté expresse de tous les acteurs d'explorer une solution par voie d'un dialogue facilité, le MICI a proposé de mettre en place pour l'occasion une méthodologie intensive et plus rapide afin de pouvoir traiter ensemble les étapes d'évaluation et le processus de la Phase de consultation.

Et dans le cadre du processus de dialogue, de multiples réunions bilatérales ont eu lieu avec les parties. À la suite de ces échanges, il y a été convenu d'engager les services d'une entité impartiale qui pourrait émettre un concept technique du cadastre qui est le point central de la requête. Ce concept sera un apport fondamental pour les sessions plénières de dialogue en vue de rechercher un accord entre les parties.

Les points forts

Il s'agit de la deuxième requête se rapportant à la première ligne du Métro de Bogotá que le MICI a déclaré admissible en 2022.

Le projet

Opération de prêt : **CO-L1234**

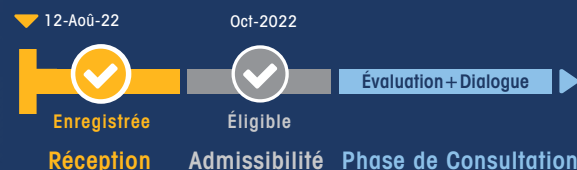
Secteur : **Transports**

Catégorie environnementale : **A**

Financement de la BID : **70 000 000 USD**



Chronologie de la requête



L'opération financée par BID Invest consiste en la conception, la construction, l'exploitation et l'entretien d'une ligne de haute tension (500 kV) de 350 km, la construction d'une sous-station électrique et la fourniture de services auxiliaires qui vont interconnecter les sous-stations dans les départements de Tacuarembó et Salto, en Uruguay. L'objectif est d'assurer la fiabilité du système électrique du pays et soutenir l'intégration des énergies renouvelables.

La requête a été présentée par deux résidents et propriétaires d'un immeuble dans le département de Paysandú, représentés au MICI par deux avocats et un expert environnemental. Ils allèguent dans leur plainte des dommages à leur bien en raison de la construction et de l'emplacement de près de 20 pylônes métalliques de 48 mètres de haut pour la ligne électrique. Les requérants considèrent que l'analyse d'identification des répercussions n'a pas été adéquate, tout particulièrement en ce qui concerne la protection des monuments historiques et que des analyses complètes, des alternatives ou des protocoles adéquats en vue de protéger les sites ayant une importance culturelle n'ont pas été effectués. Ils allèguent également qu'il n'y a pas eu de processus de consultation et que les informations disponibles manquent.

Cette requête se rattache directement à la requête [MICI-CII-UR-2022-0186](#).

Gestion du MICI en 2022

Le 13 décembre, le MICI a déclaré la requête admissible et elle a été transférée à la Phase de consultation. En vue d'accélérer le processus, les dialogues bilatéraux avec les parties ont commencé immédiatement afin de déterminer si les conditions pour un processus de résolution de conflits étaient présentes.

Les points forts

Le Mécanisme a effectué un processus accéléré de détermination de l'éligibilité en raison des progrès des travaux sur le terrain des requérants et la gestion que le mécanisme des plaintes de BID Invest (MGM, en raison de son nom en anglais) avait auparavant effectuée au cours d'une période de huit mois.

Le projet

Opération de prêt : **12220-01**

Secteur : **Energie**

Catégorie environnementale : **B**

Financement de la BID Invest :
164 068 000 USD



Phase de Vérification de la Conformité

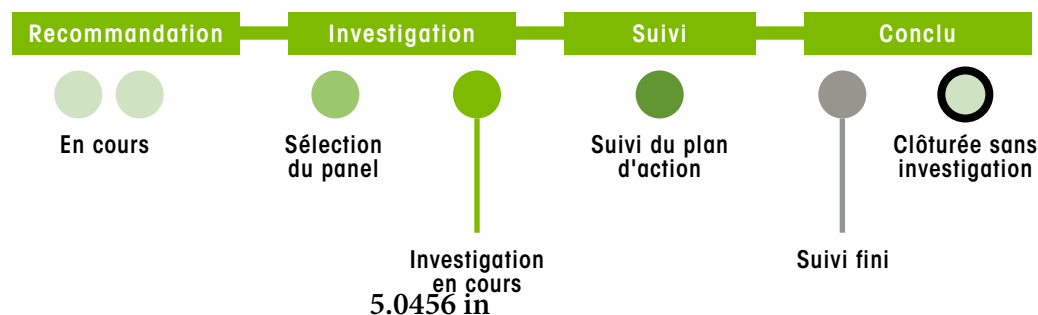
2022 ▶ 7 dossiers gérés

En chiffres

- 1 mission d'investigation, après les restrictions imposées par la pandémie
- 3 recommandations finalisées dans un délai de 21 jours ouvrables
- 1 suivi du plan d'action en cours et un autre finalisé
- 1 dossier clôturé au courant de l'étape de suivi



Etat des cas au 31 décembre 2022



La Phase de vérification de la conformité a traité sept dossiers : trois se rapportant aux années précédentes, plus quatre transférés de la Phase de consultation. Au cours de l'année :

- Le suivi d'un plan d'action de l'administration a été finalisé et le suivi d'un autre plan en vue de traiter les recommandations d'une investigation se poursuit.
- Une investigation est pratiquement finalisée après que la situation suivant la pandémie a permis d'effectuer une mission d'investigation.
- Le Conseil d'administration a autorisé une nouvelle investigation qui commencera en janvier 2023.
- La Phase a finalisé trois recommandations pour une vérification de la conformité. Dans un dossier (mentionné au point précédent) la recommandation a été favorable à une vérification de la conformité et dans un autre dossier, la Phase a recommandé de ne pas investiguer. Une recommandation est maintenant en attente de recevoir des commentaires des parties. En outre, la Phase a commencé à formuler sa recommandation pour un quatrième dossier.



La requête porte sur la troisième phase du Projet spécial de cadastre, titre et enregistrement des terres rurales au Pérou (PTRT3), qui vise à améliorer la sécurité du régime foncier rural au Pérou et à bénéficier aux producteurs agricoles, aux communautés paysannes et aux communautés indigènes.

La requête a été présentée par l'Association interethnique pour le développement de la jungle péruvienne (AIDSEPP), représentant 64 peuples autochtones et 1 809 communautés de l'Amazonie péruvienne. La requête allègue que l'exécution du projet causera des dommages irréparables aux peuples indigènes et que le projet violera leurs droits de propriété et d'utilisation des territoires indigènes en attribuant le titre de propriété aux colons en première instance. Ils allèguent également des dommages environnementaux et socio-économiques, tels que la déforestation de terres ancestrales, la dégradation des écosystèmes et la perte des moyens de subsistance des peuples indigènes, en raison du possible non-respect des politiques opérationnelles de l'Environnement, des Sauvegardes (OP-703) et des Peuples indigènes (OP-765).

Gestion du MICI en 2022

Depuis août 2017, la requête est en suivi des accords conclus entre les parties. Malgré quelques progrès, en janvier 2022 seulement 2,48 % de l'objectif du titrage de PTRT3 se rapportant à des communautés autochtones. Le manquement systématique de cet élément central de l'accord au cours des quatre ans de suivi a été un élément déterminant pour que la Phase de consultation soit clôturée en avril et le dossier a été transféré à la Phase de vérification de la conformité. Auparavant, le gouvernement du Pérou avait indiqué qu'il n'accorderait pas les

crédits se rapportant à PTRT3, et donc il serait impossible de remplir les engagements de l'accord, étroitement liés à la mise en place du projet.

Après le transfert du dossier, l'équipe a émis une recommandation pour une vérification de la conformité que le Conseil d'administration de la BID a approuvée le 5 août. Depuis lors, deux personnes expertes en vue de former le Panel d'investigation et commencer la vérification de la conformité le premier semestre 2023 ont été identifiées. L'investigation va aborder les trois thèmes principaux (le processus de consultation, l'identification des répercussions sociales et environnementales et les méthodes de gestion, ainsi que la catégorisation du projet) et il est prévu que la durée en soit de neuf mois.

Les points forts

Le 10 février 2022, l'étude sur le transport terrestre, un élément très important de l'accord, a été présentée lors d'un événement virtuel. À l'origine l'étude devait être publiée en juillet 2018, mais elle a souffert de nombreux contretemps.

Forte des leçons apprises lors des dossiers précédents, la Phase de vérification de la conformité ajoute des améliorations méthodologiques pour remplir les délais fixés par la politique du MICI sans demander de prolongations et diminuer ainsi la durée totale des processus. Dans ce cas, une recommandation d'investigation dans un délai de 21 jours ouvrables prévus dans la politique a été annoncée pour la première fois depuis 2017.

Le projet

Opération de prêt : **PE-L1026**

Secteur : **Agriculture et développement rural**

Catégorie environnementale : **A**

Financement de la BID : **40 000 000 USD**



La BID finance la construction, l'exploitation et l'entretien de deux centrales hydroélectriques de 531 MW dans la zone de San José del Maipo, à environ 48 km de Santiago du Chili. Les centrales devraient servir à capter l'eau des bassins des affluents du río Maipo, des rivières Yeso, Volcán et Colorado, pour ensuite retourner l'eau au río Maipo au moyen de la construction de tunnels sur 70 km dans la cordillère des Andes. Au moment du dépôt de la requête, le projet était financé par l'OPIC, l'IFC et d'autres institutions financières internationales.

Les requérants habitent et travaillent principalement dans la commune de San José del Maipo, représentés par la Coordination citoyenne No Alto Maipo et l'organisation Écosystèmes avec l'accompagnement du Centre international de droit environnemental (CIEL). Les requérants allèguent qu'ils subissent des impacts négatifs sur leurs moyens de subsistance et leur situation économique, et que l'insécurité dans la région a augmenté. Ils soulignent que les répercussions du Projet n'ont pas été entièrement évaluées et qu'aucune méthode d'atténuation adéquate n'a été proposée. Ils soulignent également que la présence de touristes dans la région a diminué en raison de l'augmentation du trafic routier.

D'autre part, ils font valoir de possibles dommages environnementaux liés aux opérations futures du projet, principalement en raison de répercussions négatives sur la disponibilité de l'eau et le volume des cours d'eau concernés. Ils allèguent que les dommages décrits seraient le résultat du non-respect de plusieurs politiques opérationnelles et demandent que le MICI mène une vérification de la conformité.

Gestion du MICI en 2022

Depuis 2020, le MICI a donné suite au plan d'action que BID Invest a formulé pour répondre aux conclusions et recommandations de la vérification de la conformité. En février 2022, le Groupe de la BID s'est retiré du projet après avoir accompli une analyse financière de l'investissement. Du fait que les personnes requérantes ne voyaient pas de valeur ajoutée à la mise en place du plan d'action et à la sortie du groupe, le MICI a considéré que les conditions nécessaires n'existaient pour garder ce dossier ouvert.

La Phase a formulé une version préliminaire du rapport de suivi du plan d'action et du rapport de clôture et a maintenu des réunions avec les deux parties pour s'assurer que leurs points de vue étaient pris en compte. En outre, elle a organisé une réunion plénière avec les parties pour leur permettre de parler de la clôture et afin de créer un espace pour répondre aux questions des requérants.

Au cours du dernier trimestre de l'année, le MICI a clôturé le dossier et a annoncé dans son rapport définitif que 12 des 21 mesures du plan d'action avaient été mises en place, sept continuaient d'être en cours et deux n'avaient pas informé que des progrès avaient été accomplis.

Les points forts

Ce dossier a contribué à apporter des mises à jour importantes dans les sauvegardes environnementales et sociales du Groupe de la BID dans les questions de genre et a donc contribué au renforcement institutionnel et à la durabilité de futurs projets.

Le projet

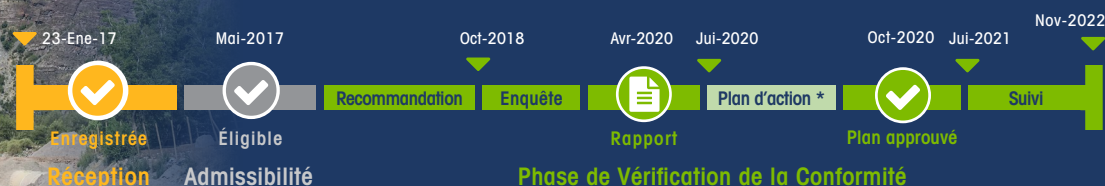
Opération de prêt : **CH-L1067**

Secteur : **Energie**

Catégorie environnementale : **A**

Financement de la BID : **200 000 000 USD**

Chronologie de la requête



* La préparation du plan d'action est de la responsabilité de la BID et la BID Invest.

La centrale hydroélectrique d'Ituango, actuellement en construction, est un projet de production d'électricité de 2 400 MW visant à exploiter le débit du fleuve Cauca dans sa partie médiane, dans le département d'Antioquia, à environ 170 km de Medellín. IDB Invest finance le projet par le biais d'une opération de prêt aux entreprises depuis 2016. En avril 2018, ce projet a fait face à une situation d'urgence, en raison de coulées de boues et de l'obstruction de tunnels, qui continue de demander l'attention de l'entreprise de construction.

Un groupe de 477 résidents de neuf municipalités (Briceño, Ituango, Toledo, Peque, Sabanalarga, Valdivia, Cauca, San Andrés de Cuerquia et Sopetrán) du département d'Antioquia, en Colombie, a approché le MICI, représenté par l'organisation *Movimiento Ríos Vivos* et accompagné par deux organisations de la société civile : le Centre international de droit environnemental (CIEL), et l'Association interaméricaine de défense de l'environnement (AIDA).

La requête allègue des préjudices actuels et potentiels dans le cadre des étapes de construction et d'exploitation du projet, en lien avec l'identification de la zone concernée du projet et de la population affectée; la détermination et la gestion des impacts sociaux et environnementaux ; l'augmentation des conflits, de l'insécurité et des violences dans la zone du projet et des répercussions différenciées sur les femmes; l'absence de consultation publique et de modalités de participation adéquates et l'absence de plans de réinstallation ou de compensation adéquats suite au déplacement physique ou économique. Ils invoquent également une aggravation de la situation d'urgence apparue en avril 2018, ayant conduit à la survenance de nouveaux préjudices aussi bien en amont qu'en aval du barrage, ainsi qu'une gestion des répercussions et une information inadéquate de la part d'EPM.

Gestion du MICI en 2022

Le dossier est en processus d'investigation depuis 2020. La pandémie na obligé le report de la mission sur le terrain, à l'origine prévue pour avril

2020, et depuis lors, la Phase a avancé avec une analyse de documents, des entretiens virtuels, la vérification des informations, des réunions et une communication avec les parties.

En juin, l'équipe d'investigation a effectué la mission sur le terrain et a mené plusieurs entretiens avec plus de 30 personnes accompagnées de réunions à Medellín avec les requérants, des agents du projet, des personnes supposées avoir été affectées par le projet et qui ne faisaient pas partie du groupe de requérants et avec des agents des organisations internationales comme le Bureau du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les droits de l'homme. L'équipe a également visité quelques-unes des communautés dans le voisinage du projet, comme Toledo, Ituango et Cauca, en plus de parcourir la rivière Cauca et de participer à des assemblées de membres du *Movimiento Ríos Vivos*. La version préliminaire du rapport d'investigation est en cours de finalisation et sera remis aux parties pour commentaires au début de l'année 2023.

Les points forts

Depuis que le MICI a reçu ce dossier, les requérants ont dénoncé des situations d'insécurité, de violence et de représailles. Après la mission le groupe de requérants a informé que certaines des personnes ayant participé aux réunions avaient reçu des menaces et ont donc demandé des ajustements au plan de réduction du risque de représailles que le Mécanisme avait élaboré avec eux. Dans le cadre de ce plan, le MICI a collaboré très étroitement avec les communautés et a émis un [communiqué de presse](#) en novembre. En décembre, le projet a entamé ses opérations et les requérants ont signalé que les menaces s'étaient intensifiées en raison de l'opposition du mouvement Ríos Vivos au lancement des opérations. Le MICI, en base à son mandat et au principe de tolérance zéro aux représailles, a continué de travailler avec les requérants en adoptant des actions qui peuvent contribuer à diminuer le risque de représailles.

Le projet

Opération de prêt : 11794-04

Secteur : **Energie**

Catégorie environnementale : **A**

Financement de la BID Invest :
400 000 000 USD



Le projet consiste en la construction et l'exploitation de deux centrales hydroélectriques au fil de l'eau : Generadora San Mateo S.A. (GSM) et Generadora San Andrés S.A. (GSA), financées par deux opérations de prêt de BID Invest. GSM prévoit d'utiliser les rivières Negro et Pojom, et GSA utilisera les rivières Primavera, Varsovia et Palmira. Les deux projets sont situés dans la municipalité de San Mateo de Ixtatán, dans le département de Huehuetenango, au Guatemala.

La requête a été présentée par des résidents de cinq communautés (Ixquisis, Bella Linda, Yulchen Frontera, Nuevo San Mateo et Pojom) de la microrégion d'Ixquisis, qui ont requis l'anonymat par crainte de représailles et sont représentés par le *Gobierno Plurinacional Q'anjob'al, Popti, Chuj, Akateko y Mestizo*. Ils sont également soutenus par l'Association interaméricaine de défense de l'environnement (AIDA) et la Plateforme internationale contre l'impunité.

Des manquements aux obligations de diligence raisonnable et de supervision de la part de BID Invest sont allégués dans la requête : absence d'une évaluation complète des répercussions environnementales et sociales ; manque de procédures de consultation préalables tenant compte des préjudices causés aux intérêts et aux territoires des communautés indigènes et manque de procédures adéquates pour l'accès aux informations. Les requérants font également état de répercussions environnementales sur les masses d'eau qui toucheraient les activités domestiques et agricoles des communautés, ainsi que de répercussions sur la culture et le mode de vie traditionnel des peuples indigènes de la région, avec des répercussions différenciées selon le sexe.

De plus, la requête décrit une grave situation d'insécurité, l'effondrement du tissu familial et communautaire, ainsi qu'une situation de violence et de représailles à l'encontre des opposants aux projets, en raison d'un climat de

confrontation qui, selon les requérants, résulte de la construction des barrages hydroélectriques.

Gestion du MICI en 2022

En 2021, la BID Invest a formulé un plan d'action pour répondre aux recommandations et conclusions du rapport de vérification de la conformité. Lors du processus de consultation avec les parties concernant le plan de suivi que le MICI devait accomplir, les communautés requérantes ont indiqué que le plan d'action ne répondait pas à leurs besoins et le plan de suivi non plus. Pour cette raison, le MICI a entamé des conversations avec les deux parties afin d'examiner en détail les préoccupations des requérants. Par la suite, le MICI a participé, en tant qu'observateur, à des espaces d'échange de critères entre les parties, selon le principe de responsabilisation sans nuire à personne. Comme résultat desdits espaces, la Direction a informé de plusieurs accords sur la mise en œuvre du plan d'action se rapportant au suivi que le MICI va accomplir.

Les points forts

Afin de garantir un accès culturellement adéquat aux communautés requérantes, le rapport de vérification de la conformité et un résumé de l'investigation a été publié dans les langues mayas Chuj et Q'anjob'al. C'est la première fois que le MICI traduit ce type de rapports dans des langues autochtones.

La Phase a conçu avec les requérants un plan conjoint de réduction des représailles (PCRR) qui a été remis à jour tout au long de l'année et qui a également été traduit en Chuj et Q'anjob'al afin de faciliter sa diffusion parmi les communautés.

Le projet

Opération de prêt :
GU3794A-01, GU3798A-01
Secteur : **Energie**
Catégorie environnementale : **B**
Financement de la BID Invest :
7 000 000 et 6 000 000 USD



La BID Invest finance le projet de concession Bucaramanga-Barrancabermeja-Yondó, qui fait partie de la deuxième vague de la quatrième génération de concessions (programme 4G) promue par l'Agence nationale de infrastructures de Colombie dans le cadre d'un partenariat public-privé. Ce projet a pour objectif de construire une interconnexion routière entre la ville de Bucaramanga et l'ouest du département de Santander, la municipalité de Yondó (Antioquia) et la concession Ruta del Sol II.

Par le biais de la *Veeduría Ciudadana de la Ruta del Cacao VCRC-4G*, diverses communautés de la zone d'influence du projet ont déposé une requête pour dommages environnementaux potentiels dus à la contamination des masses d'eau, du sol et de l'air, ainsi que de la flore et de la faune locales, qui seraient liés à la construction et à l'exploitation ultérieure de la voie. De plus, elles allèguent notamment des dommages aux habitations et aux terrains, des dommages économiques aux commerçants qui travaillent le long de la route ainsi que l'absence d'indemnisation adéquate des propriétaires touchés par le projet.

Gestion du MICI en 2022

Le processus de dialogue pour cette requête a commencé en août 2020, sous une forme entièrement à distance en raison de la pandémie. En 2022 la Phase de consultation a finalement effectué deux missions de terrain, en avril et en septembre. Au cours de la première visite, l'équipe du MICI a parcouru le projet et a pu connaître de première main les situations alléguées par les requérants. Au cours de la deuxième mission, la 15e plénière de l'espace de dialogue a été facilitée, en cherchant à obtenir un accord définitif entre les parties. En outre, au cours de l'année, deux autres réunions plénières se sont tenues, au moins deux visites conjointes, de la part du client et des requérants, aux logements et terrains potentiellement affectés 15 réunions bilatérales avec les parties et des dizaines d'appels téléphoniques avec les acteurs clés du processus.



Malgré les efforts notables des parties pendant deux ans de dialogue qui ont permis un consensus et un début de mise en place de deux accords partiels, le processus n'a pas réussi à aboutir à un accord définitif et la requête a été transmise à la Phase de vérification de la conformité en décembre. L'équipe a commencé à élaborer une ébauche de recommandation pour une vérification de la conformité qui sera remise aux parties en 2023. La Phase a également commencé à coordonner des réunions avec la Direction et les requérants.

Les points forts

Il a été possible de constater que parmi les accords partiels conclus, 78 % des engagements pris concernant la sécurité routière et les ponts pour piétons et 46 % des engagements concernant les logements et terrains étaient tenus.

C'est le premier dossier du MICI dont la gestion s'est faite entièrement en ligne depuis l'étape d'évaluation jusqu'en avril 2022, en raison de la pandémie lorsque les restrictions de voyage de la Groupe de la BID ont commencé à diminuer. Par la suite, la gestion du dossier s'est poursuivie avec une méthodologie hybride et deux missions du MICI et des réunions virtuelles facilitées.

Le projet

Opération de prêt : **12252-01**

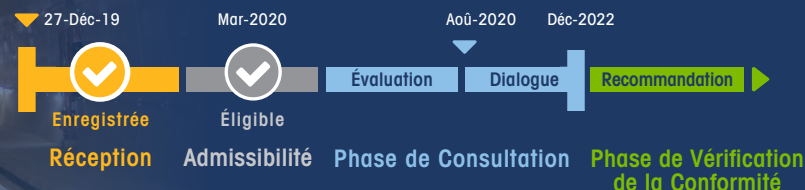
Secteur : **Transports**

Catégorie environnementale : **A**

Financement de la BID Invest :
375 000 000 000 COP



Chronologie de la requête



MICI-BID-AR-2021-0178

Clôturée avec la recommandation
de ne pas investiguer

ARGENTINE

Programme d'eau potable et d'assainissement (PAYs) pour les centres urbains

La requête a été déposée par 114 résidents de San Andrés dans la province de Tucumán, en Argentine, qui ont requis l'anonymat par crainte de représailles. Les requérants décrivent les dommages futurs et potentiels à l'environnement et à la santé de la communauté, ainsi qu'à la qualité de vie, au patrimoine et à leurs activités de subsistance, causés par la construction et l'exploitation de la station de traitement de San Andres, qui fait partie du programme d'eau potable et d'assainissement (PAYs). Ils évoquent également un préjudice potentiel pour les activités agricoles de la région en raison du déversement d'eaux d'égout dans la rivière Sali voisine.

Enfin, les requérants allèguent un manque de consultation véritable du public, l'absence d'informations sur les travaux, et le manque de documents à jour et complets sur les répercussions environnementales dans la région.

Gestion du MICI en 2022

En janvier 2022, le MICI a déclaré que la requête était admissible. Au cours de l'étape d'évaluation afin d'analyser la viabilité d'un processus de résolution de controverses, le MICI a tenu 12 réunions bilatérales avec les parties. Parmi elles, une réunion avec plus de 30 requérants dans le cadre d'une mission de terrain en mai. En outre, le Mécanisme a convoqué et facilité deux réunions plénières, l'une virtuelle et l'autre en présentiel, avec la participation de la BID, de l'agence d'exécution (ENOHSA) et des requérants. À la suite des échanges, les requérants ont décidé de n'accepter aucun type de dialogue et ont demandé l'activation de la Phase de vérification de la conformité.



Le MICI a formulé une recommandation en vue d'une vérification de la conformité dans 21 jours ouvrables. Dans ce cas précis, il a été recommandé de ne pas investiguer parce que le Mécanisme n'avait pas trouvé d'indice de non-respect des politiques opérationnelles pertinentes de la part de la BID. Par la suite, le 12 octobre, le Conseil d'administration de la BID a approuvé cette recommandation et par conséquent le dossier a été clôturé.

Le projet

Opération de prêt : **AR-L1162**

Secteur : **Eau et assainissement**

Catégorie environnementale : **B**

Financement de la BID : **200 000 000 USD**



Le projet se rapporte au Centre environnemental de Luján, dans la province de Buenos Aires, Argentine, et fait partie d'une opération de travaux multiples financés par la BID. Son objectif concret est d'améliorer la qualité et l'exploitation des services de gestion des déchets du territoire en construisant une usine de tri des déchets, un module d'élimination définitive avec des installations pour capter et traiter les liquides résiduels et capter les biogaz. Le projet prévoit également l'assainissement et la fermeture d'une décharge à ciel ouvert qui couvre un terrain municipal et une série de terrains privés.

La requête concernant des dommages potentiels à l'environnement et au patrimoine culturel de la zone, à la santé, à la propriété et à la qualité de vie des habitants, a été présentée par 60 voisins de la municipalité. Les dommages seraient liés à l'assainissement de la décharge, actuellement en cours, et à la future construction et exploitation d'une nouvelle décharge et d'un écoparc environnemental.

Gestion du MICI en 2022

En avril, la requête a été déclarée admissible et a été transférée à la Phase de consultation, qui a commencé une analyse pour évaluer la faisabilité d'un processus de résolution de conflits. Au cours de cette étape, le MICI a effectué deux missions en Argentine au cours desquelles le Mécanisme a tenu des réunions bilatérales, a visité le projet et a aussi facilité une réunion plénière en présentiel. L'évaluation a conclu qu'il existait des conditions pour initier un dialogue et entre avril et septembre, la Phase a tenu 36 événements d'échanges avec les parties comme des appels bilatéraux, trilatéraux, en plénière ainsi que des appels informels.



La principale alternative pour résoudre les inquiétudes des requérants consistait à acquérir des terrains adjacents à la décharge à ciel ouvert pour l'élimination finale des déchets et éviter ainsi l'installation de cellules sur le terrain de Sucre. Lors de l'analyse de cette alternative, les requérants ont exigé un engagement ferme qu'il n'y aura pas, en aucun cas, des déchets enterrés dans le terrain de Sucre, ce qui n'était pas acceptable pour la BID et pour l'agence d'exécution du fait de l'énorme incertitude qui allait peser sur le projet. En septembre, il est devenu évident qu'il ne sera pas possible d'arriver à un accord entre les parties et pour cette raison le processus de dialogue a été clôturé et le dossier a été transféré à la Phase de vérification de la conformité.

Conformément à la politique du MICI, l'équipe a formulé une recommandation pour une vérification de la conformité en 21 jours ouvrables. Une fois reçus les commentaires des parties, la recommandation définitive sera soumise au Conseil d'administration pour examen en 2023.

Le projet

Opération de prêt : **AR-L1151**

Secteur : **Eau et assainissement**

Catégorie environnementale : **B**

Financement de la BID : **150 000 000 USD**



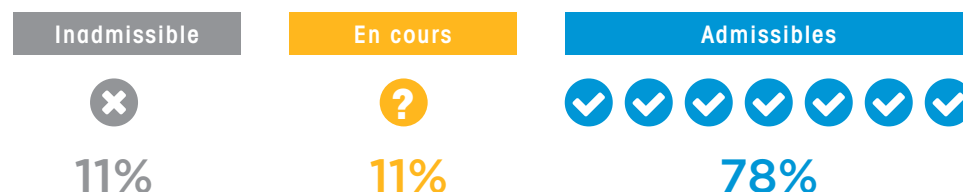
Requêtes en analyse d'éligibilité

2022 ▶ 9 requêtes évaluées

Neuf dossiers sont passés par l'étape d'éligibilité en 2022 : un reçu en 2021 et huit enregistrés tout au long de l'année. Au cours de cette étape, le MICI a analysé en détail la problématique soulevée et a recueilli plus d'informations de la part des requérants et des responsables du projet pouvant apporter leur point de vue sur les questions soulevées dans la requête. Pour la première fois depuis la pandémie, l'équipe a pu tenir des réunions en présentiel au cours d'une mission de terrain en vue de finaliser cette étape.



Etat des cas au 31 décembre 2022



Des neuf dossiers examinés pendant cette étape :

- Sept ont été déclarés admissibles et sont passés à la Phase de consultation, au choix des requérants.
- Une requête transmise au Programme national de développement du tourisme à Bahia, Brésil ([MICI-BID-BR-2022-0196](#)), a été déclarée non admissible du fait que diverses exclusions s'appliquaient.
- À la fin de l'année, la requête en référence au projet d'amélioration du chemin de fer Général San Martín, en Argentine ([MICI-BID-AR-2022-0201](#)), continuait d'être en processus d'éligibilité.



La requête a été présentée par trois résidents de l'état de Bahia, Brésil, qui ont demandé la confidentialité de leur identité par crainte de représailles et qui sont représentés par un avocat. Dans leur requête, les requérants allèguent de dommages potentiels au patrimoine et à leurs conditions de vie en raison d'irrégularités supposées dans le processus d'expropriation dans le cadre d'une série d'opérations dans la zone. Ils dénoncent, en particulier, des pratiques inadéquates de relocation involontaire, dans ce cas, sous forme d'une expropriation injuste et illégale d'immeubles ainsi que des préjudices économiques en raison des pertes de terrains et de maisons, pertes de profits en relation avec les locations d'immeubles et des impôts sur l'immobilier hors de proportions.

Gestion du MICI en 2022

La requête a été enregistrée le 27 septembre après une prolongation accordée par le MICI permettant aux requérants de remettre des informations supplémentaires. Le 29 novembre le MICI a déterminé que la requête n'était pas admissible, car il n'a pas été possible de relier les allégations de dommages aux opérations financées par la Banque. En outre, dans le cas de plusieurs projets, l'exclusion s'applique également pour les requêtes présentées 24 mois après le dernier déboursement (exclusion 19.f de la Politique du Mécanisme).

Les points forts

Dans le cadre de son processus de détermination d'éligibilité visant à garantir un processus robuste et complet qui soit clair pour les requérants sur la conclusion, le MICI a accompli une analyse historique des sept opérations du secteur, de 1993 à cette date.

Le projet

Opération de prêt : **BR-L1300**

Secteur : **Tourisme durable**

Catégorie environnementale : **B**

Financement de la BID : **71 960 757 USD**



La requête a été présentée par 176 résidents de la ville de Buenos Aires, Argentine, qui ont demandé la confidentialité par crainte de représailles. Ils décrivent dans leur requête les dommages environnementaux, sociaux, économiques futurs et potentiels et à leur cadre de vie en raison des travaux d'électrification et construction de tunnels en vue d'améliorer le tronçon du chemin de fer Général San Martín, entre el Retiro et el Pilar.

Le groupe de requérants a signalé que la conception du projet affecterait le tracé urbain, et que le quartier deviendrait moins accessible pour les piétons et les personnes handicapées. Ils allèguent également que la construction va affecter l'accès aux secteurs commerciaux, causant des préjudices aux petits commerces et à leurs travailleurs, outre le fait que l'accès aux hôpitaux et autres services sera affecté. Les requérants soulignent de même que le projet a souffert diverses modifications et que la dernière consultation publique a été faite en 2017, et pour le tant ils ne disposent que d'informations non actualisées et prêtant à confusion.



Gestion du MICI en 2022

La requête a été enregistrée le 21 décembre, après que les requérants ont fournis les informations manquantes supplémentaires qui ne figuraient pas dans la requête d'origine. La date limite pour déterminer l'éligibilité de cette requête est en mars 2023.

Le projet

Opération de prêt : **AR-L1267**

Secteur : **Transports**

Catégorie environnementale : **B**

Financement de la BID : **400 000 000 USD**



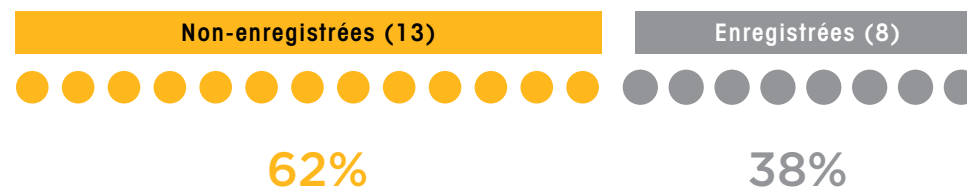
Photo : BID

Requêtes non enregistrées

2022 ▶ 21 requêtes
reçues

Quand le Mécanisme reçoit une nouvelle requête, il en examine le contenu dans un délai de cinq jours ouvrables pour vérifier si elle répond aux exigences et fournit les informations nécessaires à son traitement initial (paragraphe 14) et pour déterminer si les exceptions (paragraphe 19) de la Politique du MICI s'appliquent ou non.

Sur les 21 requêtes reçues en 2021, 13 n'étaient pas conformes à certaines des exigences ou se voyaient appliquer une exception, de sorte que le MICI a finalisé leur traitement au stade de l'enregistrement.



Requêtes reçues en 2022 : Raisons de non-enregistrement

Requêtes sans contact préalable avec la Direction	5	×	×	×	×	×	38%
Requêtes liées à processus de passation de marchés et / ou de contrats	3	×	×	×			23%
Requêtes reçues 24 mois après le dernier versement	2	×	×				15%
Requêtes liées uniquement à des considérations de corruption	2	×	×				15%
Demandes d'informations	1	×					8%

- Cinq requêtes n'ont pas été enregistrées parce que les requérants n'avaient pas eu de contacts préalables avec l'équipe du projet de la BID, BID Invest ou BID Lab. Du fait que les requérants n'ont pas fait état de crainte de représailles, les requêtes ont été remises à la Direction.
- Trois requêtes ne faisaient pas référence à des thèmes du domaine du MICI et ont été remises au bureau des acquisitions de la BID.
- Deux requêtes faisaient référence uniquement à des thèmes de corruption, qui ne sont pas de la compétence du mécanisme et le MICI les a remis au Bureau d'intégrité institutionnelle (OII) de la banque.
- Aucune requête n'a été enregistrée concernant deux projets pour lesquels la période de deux ans depuis le dernier déboursement effectué par la BID était déjà écoulée.
- Finalement, une requête contenait uniquement une demande d'information a été retransmise à la Direction.



Requêtes non enregistrées du fait qu'elles sont hors champ du MICI

Cinq requêtes n'ont pas été enregistrées parce qu'elles portaient uniquement sur des pratiques interdites, la corruption, les processus de passation de marchés ou les appels d'offres, qui n'entrent pas dans le cadre des compétences du MICI (exception 19, alinéa a). Dans ces cas, la requête est transférée au bureau de la Banque concerné et la documentation est classée comme confidentielle.

MICI-BID-BO-2022-0183

Clôturée — Non enregistrée

BOLIVIE

Dynamiser l'écosystème de l'entrepreneuriat et de l'innovation en Bolivie

La requête a été présentée par un résident de Bolivie qui faisait état de non-conformité en raison de pratiques défendues et de violations possibles du [code d'éthique de la banque](#).

Gestion du MICI en 2022

La requête n'a pas été enregistrée et le requérant a été dirigé vers le Bureau d'intégrité institutionnelle (OII) et le Bureau d'éthique de la banque.

Les points forts

Il s'agit de la deuxième requête sur les opérations de la BID Lab que le MICI reçoit depuis que la politique actuelle du MICI est entrée en vigueur en 2015.

Le projet

Coopération technique: **BO-T1346**

Secteur : **Entreprises privées et développement de PME**

Catégorie environnementale : **C**

Financement de la BID Invest : **750 000 USD**



Chronologie de la requête

▼ 31-Ene-22



Non enregistrée

Réception

MICI-BID-TT-2022-0190

Clôturée — Non enregistrée

TRINITÉ-ET-TOBAGO

Programme d'amélioration et de revitalisation urbaine

La requête a été présentée par une entreprise privée de Trinidad et Tobago, et signalait des irrégularités éventuelles dans les procédures d'acquisitions se rapportant au programme de modernisation et revitalisation urbaine.

Gestion du MICI en 2022

La requête n'a pas été enregistrée parce qu'elle contenait uniquement des dénonciations en dehors du domaine du Mécanisme et donc elle a été transférée à l'équipe des acquisitions de la banque.

Le projet

Opération de prêt : TT-L1057

Secteur : Développement urbain et logements

Catégorie environnementale : C

Financement de la BID : 1 750 000 USD



Chronologie de la requête

▼ 22-Jul-22



Non enregistrée

Réception

MICI-BID-CO-2022-0191

Clôturée — Non enregistrée

COLOMBIE

Programme d'adoption et de mise en œuvre d'un cadastre polyvalent rural-urbain

La requête a été présentée par un résident de Bogotá, Colombie, concernant des pratiques éventuelles interdites dans les procédures d'acquisitions du « *Programme en vue de l'adoption et de la mise en place d'un cadastre rural-urbain à multiples usages.* ».

Gestion du MICI en 2022

La requête n'a pas été enregistrée et a été transférée à l'équipe des acquisitions de la banque qui pourra aborder les problèmes décrits.

Le projet

Opération de prêt : CO-L1164

Secteur : Réforme et modernisation de l'État

Catégorie environnementale : A

Financement de la BID : 50 000 000 USD



Chronologie de la requête

▼ 22-Jul-22



Non enregistrée

Réception

MICI-BID-NI-2022-0195

Clôturée — Non enregistrée

NICARAGUA

Projet d'amélioration et de gestion durable des services d'eau potable et d'assainissement en milieu urbain et périurbain

La requête présentée par une entreprise basée à Managua, Nicaragua, comprenait uniquement des allégations sur des anomalies potentielles en référence à des thèmes d'acquisitions et contrats.

Gestion du MICI en 2022

La requête n'a pas été enregistrée et a été transférée à l'équipe des acquisitions de la banque.

Le projet

Opération de prêt : **NI-L1145**

Secteur : **Eau et assainissement**

Catégorie environnementale : **B**

Financement de la BID : **72 000 000 USD**



Chronologie de la requête

▼ 26-Aoû-22



Non enregistrée

Réception

MICI-BID-BR-2022-0202

Clôturée — Non enregistrée

BRÉSIL

Projet de restructuration et de certification de la qualité des réseaux de soins de santé de la ville de Sao Paulo - Avança Saúde SP

La requête a été présentée par un habitant de la ville de Sao Paulo, état de Sao Paulo, Brésil, qui alléguait de possibles pratiques de corruption dans le cadre de l'exécution du projet.

Gestion du MICI en 2022

La requête n'a pas été enregistrée du fait que les allégations étaient hors de la portée du Mécanisme et a été remise au Bureau d'intégrité institutionnelle (OII) de la banque.

Le projet

Opération de prêt : **BR-L1429**

Secteur : **Santé**

Catégorie environnementale : **B**

Financement de la BID : **200 000 000 USD**



Chronologie de la requête

▼ 13-Dec-22



Non enregistrée

Réception

Requêtes non enregistrées — sans contact préalable avec la Direction.

L'une des conditions requises pour enregistrer une requête est que les requérants aient eu recours à la Direction du Groupe de la BID pour tenter de résoudre leurs préoccupations avant de s'adresser au MICI, à moins que les requérants ne craignent d'éventuelles représailles pour avoir exprimé leurs préoccupations. Lorsque cette condition n'est pas remplie, le MICI fournit les informations nécessaires pour que les requérants et l'équipe de projet du Groupe de la BID puissent établir un premier contact. Les requérants sont informés qu'ils ont toujours la possibilité de soumettre à nouveau leur demande s'ils estiment que leurs préoccupations n'ont pas été correctement traitées. Parmi les sept, cette situation s'est présentée dans cinq requêtes reçues en 2022.

MICI-CII-UR-2022-0186

Clôturée — Non enregistrée

URUGUAY

Ligne de transmission verte Tacuarembó-Salto

La requête a été présentée par quatre membres de la famille Morató, habitant à Paysandú, Uruguay. La requête allègue de dommages potentiels au terrain de leur propriété en raison de la construction et de l'emplacement de 20 pylônes métalliques de 48 mètres de haut pour la ligne électrique de haute tension que prévoit le projet.

Les requérants considèrent que l'analyse et l'identification des répercussions ont été inadéquates, particulièrement en ce qui concerne la protection des monuments historiques et qu'une analyse complète des alternatives et des protocoles adéquats en vue de protéger les sites d'une importance culturelle n'avait pas eu lieu. Ils allèguent également l'absence de processus de consultations et le manque d'informations disponibles.

Gestion du MICI en 2022

La requête n'a pas été enregistrée en mars pour permettre aux requérants de contacter l'équipe du projet afin de tenter de résoudre leurs préoccupations.

Cependant, une fois remplie la condition de contact préalable et voyant que leurs préoccupations n'étaient toujours pas résolues, les requérants ont décidé de revenir au Mécanisme et de présenter en novembre la requête [MICI-CII-UR-2022-0199](#), décrite auparavant.

Le projet

Opération de prêt : 12220-01

Secteur : Energie

Catégorie environnementale : B

Financement de la BID Invest : 114 069 000 USD



Chronologie de la requête

15-Mar-22



Les points forts

C'est la première requête que le MICI remet officiellement au Mécanisme de gestion des plaintes de la BID Invest, pour qu'ils aient la possibilité d'aborder les thèmes traités directement et en première option.

MICI-BID-AR-2022-0187

Clôturée — Non enregistrée

ARGENTINE

Programme d'assainissement environnemental du bassin de la rivière Reconquista — Requête IV

La requête a été présentée par deux résidents de Villa Anita, district de Moreno, dans la province de Buenos Aires, accompagnés par le procureur fédéral du district de Moreno. Les requérants allèguent de dommages potentiels à leur qualité de vie, une détérioration de l'espace public et de l'accès aux services publics comme conséquence de travaux non terminés de réseaux d'égouts qui font partie du programme. Ils signalent de même un manque d'information et de communication avec les résidents concernant le futur des travaux.

Gestion du MICI en 2022

La requête n'a pas été enregistrée parce que les requérants n'avaient pas établi de contact préalable avec l'équipe du projet. Le groupe de requérants avait toutefois, au cours des mois suivants, décidé de revenir au MICI (requête numéro [MICI-BID-AR-2022-0188](#)) du fait qu'ils considéraient que les thématiques soulevées étaient toujours d'actualité.

Le projet

Opération de prêt : **AR-L1121**

Secteur : **Eau et assainissement**

Catégorie environnementale : **A**

Financement de la BID : **230 000 000 USD**



Chronologie de la requête

▼ 01-Jul-22



Non enregistrée

Réception

MICI-BID-CO-2022-0193

Clôturée — Non enregistrée

COLOMBIE

Première Ligne du Métro de Bogotá - Première Section — Requête VI

Un résident de Bogotá, Colombie, a présenté cette requête concernant des dommages potentiels à sa propriété et à son cadre de vie en raison de l'expropriation d'un immeuble commercial afin de construire le projet de la première ligne du métro de Bogotá.

Gestion du MICI en 2022

La requête n'a pas été enregistrée parce qu'il n'y avait pas eu de contact préalable avec la direction de la banque. Le MICI a remis la requête au Protocole de la BID et à l'équipe du projet pour examen.

Le projet

Opération de prêt : **CO-L1234**

Secteur : **Transports**

Catégorie environnementale : **A**

Financement de la BID : **70 000 000 USD**



Chronologie de la requête

▼ 19-Août-22



Non enregistrée

Réception

MICI-BID-CO-2022-0194

Clôturée — Non enregistrée

COLOMBIE

Première Ligne du Métro de Bogotá - Première Section — Requête VII

Cette requête a été présentée par un résident de Bogotá, Colombie, concernant des dommages potentiels à sa propriété et à son cadre de vie en raison de l'expropriation de son commerce, un atelier de mécanique, afin de construire le projet de la première ligne du métro de Bogotá.

Gestion du MICI en 2022

La requête n'a pas été enregistrée parce qu'il n'y avait pas eu de contact préalable avec la direction de la banque. Le MICI a remis la requête au Protocole de la BID et à l'équipe du projet pour examen.

Le projet

Opération de prêt : **CO-L1234**

Secteur : **Transports**

Catégorie environnementale : **A**

Financement de la BID : **70 000 000 USD**



Chronologie de la requête

▼ 19-Août-22



Non enregistrée

Réception

MICI-BID-CO-2022-0200

Clôturée — Non enregistrée

COLOMBIE

Première Ligne du Métro de Bogotá - Première Section — Requête VIII

La requête a été présentée par un résident de Bogotá, Colombie, accompagné par son avocat. Il décrit dans la requête un dommage potentiel à son cadre de vie et celui de sa famille du fait de l'éviction des lieux en raison de la construction de la première ligne du métro de Bogotá. Il allègue tout particulièrement que les mesures prises par l'agence d'exécution ne sont pas correctes et que les conditions d'éviction ne prennent pas en compte les pertes de profit du fait qu'une partie de la propriété est louée à des entreprises. Il n'a pas été pris en compte non plus que le requérant habite dans ce lieu avec sa famille et donc en cas d'éviction ils n'auraient plus de logement.

Gestion du MICI en 2022

La requête n'a pas été enregistrée parce qu'il n'y avait pas eu de contact préalable avec la direction de la banque. Le MICI a remis la requête au Protocole de la BID et à l'équipe du projet pour examen.

Le projet

Opération de prêt : **CO-L1234**

Secteur : **Transports**

Catégorie environnementale : **A**

Financement de la BID : **70 000 000 USD**



Chronologie de la requête

▼ 29-Nov-22



Non enregistrée

Réception

Requêtes non enregistrées en raison de la date limite de réception

Deux requêtes n'ont pas été enregistrées, car, au moment de la réception, plus de 24 mois s'étaient écoulés depuis le dernier déboursement de l'opération faisant l'objet de la requête, de sorte que l'exception 19 f de la Politique du Mécanisme s'appliquait.

MICI-BID-CO-2022-0197

Clôturée — Non enregistrée

COLOMBIE

Centrale Hydroélectrique Porce III — Requête II

La requête a été présentée par les résidents des municipalités d'Amalfi, Anorí, Guadalupe, Gómez Plata et plusieurs agglomérations riveraines de la rivière Porce, dans le département d'Antioquia, Colombie. Les requérants ont demandé la confidentialité de leur identité par crainte de représailles.

La requête allègue que les projets des centrales hydroélectriques Porce II, Porce III et Porce IV ont entraîné des répercussions négatives sur le cadre de vie des habitants de la région du fait des relocations forcées qu'ils ont dû endurer. Ils allèguent également des disparitions de dirigeants sociaux et de paysans et le déracinement et l'appauvrissement de la région en raison de la construction et de l'exploitation des projets. Il convient de mentionner que ce groupe avait déjà contacté le Mécanisme en 2015 et leur requête portant le numéro [MICI-CO-2015-096](#) n'a pas été déclarée admissible.

Gestion du MICI en 2022

La requête n'a pas été enregistrée du fait que deux des exclusions prévues dans la politique du MICI s'appliquaient : d'une part l'exclusion 19.f s'appliquait aux projets Porce II et Porce III puisque plus de 24 mois s'étaient écoulés depuis la fin des travaux. Concrètement, les derniers déboursements ont eu lieu en juillet 2001 et décembre 2012. En revanche les travaux se rapportant au projet Porce IV n'ont pas encore été approuvés par le Conseil d'administration de la banque et ainsi une des exclusions prévues (19.e) s'appliquait. Concernant ce dernier projet,

Le projet

Opération de prêt : **CO-L1005**

Secteur : **Energie**

Catégorie environnementale : **A**

Financement de la BID : **200 000 000 USD**



Chronologie de la requête

▼ 24-Oct-22



Non enregistrée

Réception

le MICI a proposé aux requérants de contacter la Direction de la BID par le biais de son Protocole d'attention aux requêtes environnementales et sociales pour recevoir des informations sur le statut des travaux. Le Mécanisme a de même informé la Direction à propos de la requête et l'importance de clarifier les informations relatives à l'intervention de la banque.

Les points forts

Grâce à l'interaction entre le MICI et le Protocole, les requérants ont reçu des informations officielles où la banque informait qu'elle n'allait pas financer le projet PORCE IV et a ainsi expliqué clairement les opérations de la BID dans la zone.

MICI-BID-BR-2022-0198

Clôturée — Non enregistrée

BRÉSIL

Programme de Récupération Socio-Environnementale de la Serra do Mar et Systèmes de Mosaïque — Requête II

La requête a été présentée par deux résidents de la ville de Peruíbe, dans l'état de Sao Paulo, Brésil. Ce groupe avait contacté le Mécanisme en 2010 (dossier numéro [MICI-BR-2010-003](#)) et tout comme auparavant, la requête alléguait des possibles détériorations des conditions de vie en raison de la construction d'un hôtel-restaurant dans le cadre du projet, ce qui est censé provoquer une concurrence déloyale avec les communautés locales.

Gestion du MICI en 2022

La requête n'a pas été enregistrée du fait que la BID avait effectué le dernier déboursement pour ce projet en août 2019 et plus de 24 mois s'étaient écoulés au moment de présenter la requête.

Le projet

Opération de prêt : **BR-L1241**

Secteur : **Environnement et catastrophes naturelles**

Catégorie environnementale : **A**

Financement de la BID : **470 163 000 USD**



Chronologie de la requête

▼ 07-Nov-22



Non enregistrée — demande d'informations

Lorsqu'une requête ne contient pas d'allégation de dommage, mais demande plutôt des informations ou des documents spécifiques à une opération financée par le Groupe de la BID, le MICI renvoie les plaignants au site web de la Banque pour faire une [Demande d'information](#) formelle et notifie le Bureau d'accès à l'information.

MICI-BID-VE-2022-0185

Clôturée — Non enregistrée

VENEZUELA

Appui au Programme Centre d'action sociale pour la musique - Phase II

La requête a été présentée par un média qui cherchait à avoir accès aux informations d'un projet et avoir un entretien avec un des représentants de la banque.

Gestion du MICI en 2022

La requête n'a pas été enregistrée du fait qu'il s'agissait d'une demande d'informations. Les bureaux d'accès aux informations et le département des communications de la BID en ont été informés.

Le projet

Opération de prêt : **VE-L1017**

Secteur : **Investissements sociaux**

Catégorie environnementale : **C**

Financement de la BID : **150 000 000 USD**



Chronologie de la requête

▼ 22-Fév-22





Annexes

Annexe 1. Budget 2022

Budget approuvé et exécuté pour 2022 Chiffres en dollars des États-Unis d'Amérique

Postes budgétaires 2022	BID	BID Invest	Total
Salaires	2 138 513		2 138 513
Gestion des requêtes	603 057	535 184	1 138 241
Apprentissage institutionnel	67 600	5 500	73 100
Diffusion et relation stratégique	17 500	36 200	53 700
Renforcement de l'équipe du MICI	28 370	11 180	39 550
Fonds d'urgence	50 000	30 000	80 000
Total budget approuvé + fonds d'urgence	2 905 040	618 064	3 523 104

Exécution 2022	BID	BID Invest	Total
Total exécuté	2 152 920	477 086	2 630 006
Fonds d'urgence exécuté			
Total exécuté + fonds d'urgence exécuté	2 152 920	477 086	2 630 006

Annexe 2. Diffusion en 2022

Diffusion en externe

Mois	Événement	Ville
Février	Panel de l'Association du barreau américain (ABA) sur les meilleures pratiques internationales	Virtuel
Mars	Participation du MICI au 4e Congrès américain de médiation	Virtuel
Mars	Participation du MICI à l'Université LEAD — spécialité en alliances publiques/privées	Virtuel
Avril	Forum d'apprentissage sur la résolution des conflits (5 sessions)	Virtuel
Avril	Session de conversations du MICI avec des organisations de la société civile — Espagnol	Virtuel
Avril	Session de conversations du MICI avec des organisations de la société civile — Portugais	Virtuel
Avril	Session de conversations du MICI avec des organisations de la société civile — anglais	Virtuel
Mai	Session du MICI pour le secrétariat exécutif de la CIDH	Virtuel
Mai	Participation à la conférence annuelle des Associations internationales d'évaluation des impacts (IAIA)	Vancouver, Canada
Juin	Présentation du MICI à la Faculté de droit de l' <i>American University</i>	Washington, DC (États-Unis)
Juin	Conversation des représentants de CIDH et du personnel du MICI	Virtuel
Juin	Webinaire du Mécanisme de redressement des griefs et responsabilisation (GRAM)	Virtuel
Juin	Semaine de la durabilité de BID Invest	Miami, FL (États-Unis)
Juillet	Forum régional sur les entreprises et les droits humains	Bogotá, Colombie
Juillet	Participation à la « Consultation régionale aux Amériques en vue d'améliorer la coopération entre les Nations Unies et les mécanismes régionaux sur les entreprises et les droits humains »	Virtuel
Août	Participation du MICI à la Session annuelle du Panel externe de révision de la politique d'accès à l'information	Virtuel
Octobre	2e édition droits humains et entreprises UDP	Virtuel
Octobre	XIXe réunion annuelle de IAMnet	New York, NY (États-Unis)
Octobre	Réunion avec des organisations de la société civile dans le cadre de la réunion annuelle IAMnet	New York, NY (États-Unis)
Décembre	Présentation durant les dialogues avec les praticiens sur « Une sortie responsable »	Virtuel
Décembre	Présentation des mécanismes des requêtes du Groupe de la BID aux organisations de la société civile	Virtuel

Diffusion interne

Mois	Événement	Ville
Février	Conversation sur le « Risque de représailles : partage de points de vue et expériences »	Virtuel
Avril	Session À bord de la BID	Virtuel
Avril	Présentation du MICI au bureau de pays de la BID en Colombie	Bogotá, Colombie
Mai	Groupe focal pour les réflexions du MICI — Consultations significatives et accès à l'information	Washington, DC (États-Unis)
Mai	Conversation du MICI avec la direction et les représentants du Cône Sud (CSC)	Virtuel
Mai	Présentation à l'atelier des points fondamentaux des opérations avec garantie souveraine	Virtuel
Juin	Présentation du MICI pour les pays du groupe andin (CAN)	Virtuel
Juin	Séries de discussions sur le redressement — Première session	Virtuel
Septembre	Session de discussion : BID Invest 2.0 — « Risques non financiers »	Washington, DC (États-Unis)
Octobre	Séries de discussions sur le redressement — deuxième session	Washington, DC (États-Unis)
Octobre	Séminaire d'orientation institutionnelle pour le nouveau personnel du Groupe de la BID et les membres du Conseil d'administration	Virtuel
Octobre	Présentation dans l'atelier des fondamentaux des opérations avec garantie souveraine	Virtuel
Novembre	Session avec des équipes environnementales et sociales des représentations des pays (2 sessions)	Washington, DC (États-Unis)
Décembre	Lancement de la publication des Réflexions du MICI « Parler, informer ou faire participer : les consultations aux communautés et l'accès à l'information dans le cadre d'une analyse du MICI »	Washington, DC (États-Unis)

MÉCANISME INDÉPENDANT DE CONSULTATION ET D'INVESTIGATION

Téléphone : +1 (202) 623-3952

Fax : +1 (202) 312-4057

Adresse : 1300 New York Ave., N.W.

Washington, D.C. USA, 20577

www.iadb.org/mici